

# Lawrence Dennis : une “thèse de la frontière” pour le capitalisme américain

[Ce mémoire de feu [Keith Stimely](#) (1957-1992) fut rédigé en 1986 pour un cours d'études supérieures d'histoire auquel il était inscrit à l'Université d'État de Portland dans l'Oregon. Il fut édité pour publication par [Samuel Francis](#) (1947-2005), qui en reçut copie d'un ami de l'auteur en 1987. Il n'avait jamais été diffusé auparavant mais constituait alors vraisemblablement l'étude la plus approfondie de la pensée politique et économique de Lawrence Dennis qui n'ait jamais été écrite. Pratiquement toute la mise en page fut appliquée à de menues retouches stylistiques et non au contenu. À l'exception d'une bibliographie appropriée pour un travail de fin d'études, rien de ce que M. Stimely a inclus n'a été retiré du texte original, et tout ce qui a été rajouté consiste en de simples références dans les notes de bas de page à des travaux plus récents en rapport avec le sujet de Stimely. – The Occidental Quarterly]

• Plan :

Préambule

L'homme et l'œuvre

L'économie politique comme destin

Réception critique de Dennis

Une réhabilitation qui tarde

Notes

\*\*\*

## Préambule

Surtout connu au plus fort de sa carrière d'écrivain dans les années 1930 comme “le principal fasciste américain” et aussi comme un farouche opposant à l'intervention américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, Lawrence Dennis était un économiste et théoricien politique dont les écrits sur le déclin du capitalisme et ses implications sociales et politiques à l'échelle internationale ont reçu une attention large et sérieuse dans les années 1930 et au début des années 1940. En fait, Dennis était bien plus qu'un apologiste du fascisme ou un isolationniste conservateur, et dans certaines de ses idées, il pourrait être considéré comme un précurseur ainsi qu'un contemporain de penseurs plus renommés tels que John Maynard Keynes, Adolf A. Berle, James Burnham, Max Nomad, Charles A. Beard et George Orwell. Il y a quelque chose de chacun de ces penseurs chez Dennis et, étant donné qu'eux et Dennis ont tous traité de préoccupations nouvelles à peu près au même moment, on peut se poser la question de son “rapprochement” intellectuel avec eux [1] dans le champ des controverses, ne serait-ce que pour repérer, dans une cartographie des débats, qui a précédé qui.

La proclamation officielle initiale des idées de Dennis en 1932, dans son livre *[Is Capitalism Doomed ?](#)*, était presque exactement concomitante des déclarations publiées par [Berle](#) sur son concept de pouvoir sans propriété [2] et de la conception de [Max Nomad](#) sur le retranchement inévitable d'une élite bureaucratique avide de pouvoir même dans les mouvements “ouvriers” et les sociétés proclamant la fin de tous les élitismes [3]. Le livre de Dennis est paru une dizaine d'années avant les travaux de [Burnham](#) défendant la thèse d'une nouvelle élite managériale remplaçant les anciennes élites patronales et même gouvernementales [4], et plus longtemps encore avant la description par [Orwell](#) d'une préparation psychologique et concrète aux conflits internationaux perpétuellement destinés à servir des fins politiques intérieures [5]. Dennis publiait ainsi deux ans avant que [Charles Beard](#) ne plaide en faveur du rejet par l'Amérique des investissements à l'étranger avec leurs compromissions politiques inévitables et ne recommande ce qui équivaldrait à une “autarcie régionale” pour l'économie nationale [6], et quatre ans avant la formulation finalisée par [Keynes](#), dans sa *Théorie générale* de 1936, de son rejet de l'[hypothèse des économistes classiques](#) selon laquelle le cycle économique se corrige toujours de lui-même, prescrivant conséquemment l'intervention des pouvoirs publics quand ce n'est pas le cas [7].

Dennis lui-même était suffisamment honnête pour citer les influences fondamentales sur sa pensée : l'historien Frederick Jackson Turner, les sociologues Vilfredo Pareto et [Robert Michels](#), le philosophe de

l'histoire [Oswald Spengler](#), les économistes [Thorstein Veblen](#) et [Werner Sombart](#). Fort de sa familiarité avec ces penseurs et de ses propres expériences dans les années 1920 en tant qu'officier du service diplomatique américain et agent bancaire international, il a façonné, vers le milieu des années 1930, une vision synthétique de l'économie, de la politique, de la société et de l'histoire qui frappait au moins par sa finesse ingénieuse et sa clarté et que les commentateurs libéraux et conservateurs de l'époque reconnaissaient comme tels, qu'ils soient d'accord ou non.

Dennis devint encore plus intempestif après avoir commencé à préconiser des solutions politiques envisageables aux problèmes de la dépression et de la guerre. Bien que la gauche américaine et britannique aient d'abord salué en Dennis un démonstrateur majeur de la sénescence capitaliste [8], elles devinrent de plus en plus méfiantes à son égard (tout en continuant à donner une large place à ses idées) lorsqu'il se tourna vers le fascisme au milieu des années trente et commença à préconiser pour les États-Unis un État corporatiste et collectiviste dans lequel l'entreprise commerciale, tout en conservant ses formes juridiques et son caractère de propriété privée, aurait été obligée, si nécessaire, de se plier aux exigences programmatiques et régulatrices d'un État d'"unité populaire". Au-delà des similitudes "sombres" entre un tel système et les régimes de l'époque en Allemagne et en Italie, c'était trop peu pour la gauche et trop pour la droite.

Les [New Dealers](#) [conseillers du président FDR] en particulier furent furieux lorsque Dennis déclara crânement que les tendances vers un tel système politico-économique étaient déjà bien engagées sous le régime [Roosevelt](#), même en l'absence d'un plaidoyer politique aussi abrupt à sa décharge auquel il veillait [9]. En fin de compte, le Dr New Deal lui-même, qui n'est autre que Franklin Roosevelt, aura fait poursuivre Dennis en vertu du [Smith Act](#) pour "sédition", et l'économiste a rejoint 29 autres non-interventionnistes, de tendances et motivations politiques très diverses, amalgamés sur le banc des accusés lors du "[procès en sédition de masse](#)" de 1944. Seul Dennis parmi les accusés osait ridiculiser constamment le procureur, et après une interruption de procès causée par la mort du juge [le 29 septembre], au milieu d'un scepticisme croissant de l'opinion publique à l'égard de toute l'affaire même au sein de la presse pro-administration, le gouvernement enterra l'affaire [10]. [Un non-lieu général fut prononcé le 7 décembre 1944 et le Département de Justice, faisant face aux croissantes tensions de la guerre froide, abandonna toute poursuite en 1947. La peur de la subversion communiste généralisée aboutira au [maccarthysme](#)]

À cette époque, les faiseurs d'opinion de l'establishment avaient laissé tomber Dennis, dont les idées étaient considérées comme dépassées et indécentes. L'homme qui jadis avait écrit pour *The Nation*, *The New Republic*, *Foreign Affairs*, les *Annals of the American Academy*, *Saturday Review* et *Current History*, dont les discours et la participation à des tables rondes avaient été couverts par le *New York Times*, et dont les livres avaient reçu un relatif accueil critique par des sommités telles que Max Lerner, Matthew Josephson, Louis M. Hacker, John Chamberlain, Dwight MacDonald, DW Brogan, William L. Langer, Waldemar Gurian, Francis Coker, Norman Thomas, Owen Lattimore et William Z. Foster, s'est vu refuser tout autre accès ou traitement dans les espaces de débat "respectables" (ou même dans ceux "irrespectables" de la gauche, qui s'adressaient à un vaste public d'intellectuels bien établis) et a donc dû se contenter de publier à titre personnel avec un tirage confidentiel pour pratiquement le reste de ses années productives [11].

Dennis passa ces années – un bon quart de siècle – à s'opposer vigoureusement à la guerre froide et à toute vision de la Russie soviétique comme porteuse d'un "péché" singulier qui devait être éradiqué, tout comme il s'était opposé à l'entrée américaine dans la Seconde Guerre mondiale et à toute vision des nations fascistes comme dépositaires uniques du "péché". Dans les deux cas, ses positions relèvent moins d'affinités idéologiques que d'un réalisme pur et dur : il met en garde contre "la futilité sanglante de frustrer les forts" ([the bloody futility of frustrating the strong](#)). Il a également continué à affirmer que le capitalisme américain, ayant perdu sa "dynamique" essentielle, y compris sa "[frontière](#)" nécessaire, ne pouvait pas résoudre ses problèmes endémiques du XXe siècle – sous-consommation et chômage de masse – sans recourir à la guerre ou à la "mobilisation permanente" pour y parvenir. Se moquant de toutes les solutions "classiques", "autrichiennes" ou "monétaristes" à la crise capitaliste, il a proclamé –

comme l'un des principaux "keynésiens pré-Keynes" d'Amérique – que l'intervention gouvernementale de type keynésien, sous une forme ou une autre et à un degré plus ou moins élevé, était là pour durer et n'était pas mauvaise en soi, à condition qu'elle se concentre vers l'intérieur, sur la résolution des problèmes internes de la nation, et ne se disperse pas à l'extérieur, prétextant la "solution" par une guerre étrangère.

En fin de compte, Dennis croyait que les "lois économiques" – qu'elles soient proclamées par les économistes aussi bien classiques que marxistes – devaient inévitablement suivre les mandats politiques, et non l'inverse. À une époque moderne où le capitalisme traditionnel était pris de court, le socialisme n'allait pas du tout être ce que ses théoriciens fondateurs utopiques avaient à l'esprit, et le simple pouvoir d'influence des élites opérant dans des contextes nationalistes par le biais d'appels psychologiques et culturels discrets restait le facteur décisif pour structurer les rapports économiques. Vers la fin de sa vie, Dennis inaugura l'usage du terme "opérationnel" – par opposition à idéaliste ou chimérique – pour décrire non pas tant en quoi mais comment penser correctement aux problèmes mondiaux, y compris économiques, et il s'est qualifié de "penseur opérationnel".

Le fait qu'il se soit un jour qualifié de "fasciste" a cependant influencé la majorité des approches de sa pensée jusqu'à aujourd'hui. Toujours indifférent au plus haut point à ce que la plupart des gens, y compris ses collègues intellectuels, pensaient de lui, Dennis dans les années 1930 a franchement revendiqué une variante d'un système qui semblait alors "fonctionner" – alors que le [capitalisme américain](#) et la [démocratie libérale](#), incapables de se sortir de la Dépression, ne n'y parvenaient tout simplement pas. Que l'étiquette de "fasciste" (qui, dans son usage courant en Amérique en tant que terme d'invective, a servi à qualifier tout et n'importe quoi jusqu'à ne plus rien signifier) soit restée minorée, cela incombe en partie, mais non exclusivement, à Dennis lui-même. Il s'agit d'une étiquette qui a constitué un obstacle majeur à la prise en compte sérieuse de l'ensemble de ses idées et de leurs mérites évidents, du point de vue de l'histoire depuis qu'elles ont été avancées pour la première fois.

"L'intellectuel fasciste n°1 d'Amérique", "Le cerveau des forces non-interventionnistes", "le leader intellectuel et principal conseiller des groupes fascistes" [12] – tels sont les qualificatifs avec lesquels Dennis a fini par être identifié, et est toujours en grande partie identifié. Mais même avec ceux-ci, on peut discerner une nuance qui non seulement s'applique à lui, mais a en fait été formulée juste pour lui – "intellectuel", "cerveau", "conseiller". Même les critiques les plus virulents n'ont pas réussi à enfermer Lawrence Dennis dans les stéréotypes préfabriqués comme "bundiste" fasciste local, "[Silver Shirt](#)" (chemise d'argent) ou "Christian Mobilizer" [adepte du [Père Coughlin](#)]. En reconnaissant Dennis comme un véritable intellectuel fasciste, ses critiques l'ont à leur insu différencié davantage. Contrairement à la plupart des "théoriciens du fascisme", qui avaient tendance à limiter toute considération des questions économiques à des analyses situationnelles, Dennis n'a pas ignoré l'économie dans la construction et l'exposition de sa vision du monde historique de grande portée. Bien plutôt, son appréciation du fascisme découlait en grande partie de son orientation économique initiale dans l'approche des problèmes politiques et sociaux, notamment en ce qui concerne sa critique du développement historique capitaliste en Amérique.

Un résumé et une analyse de cette critique et de la carrière de Dennis sont attendus depuis longtemps, de même qu'un examen critique de ses traitements historiographiques et savants qui ont émergé à l'apogée de sa carrière. C'est seulement au moment de son retrait de l'écriture vers 1970 qu'une plus jeune génération d'universitaires a commencé à étudier sa pensée et à le porter à l'attention d'autres encore pour qui il était soit une donnée complètement inconnue soit juste le type brillant des "fascistes locaux des années 1930". Alors que les considérations plus anciennes sur Dennis, venant des libéraux de la vieille garde, se focalisaient sur son fascisme politique, les études plus récentes, venant après le développement d'une historiographie de la "Nouvelle Gauche" critiquant l'interventionnisme américain à l'étranger et une vague d'écrivains intéressés par l'histoire intellectuelle non consensuelle, ont eu tendance à se concentrer sur sa constance à s'opposer à l'implication américaine à la fois dans la Seconde Guerre mondiale et dans la guerre froide. Aucune étude n'a été consacrée à ses vues économiques ; les traitements les plus approfondis de celles-ci ne se trouvent que dans les critiques de ses trois premiers

livres au fur et à mesure de leur parution entre 1932 et 1941. Nous aborderons donc plus loin l'idée économique principale de Dennis – sa “thèse de la frontière” pour le capitalisme américain – mais d'un point de vue purement descriptif qui n'a pas prétention à l'exhaustivité sur le sujet ou à replacer sa pensée économique dans le contexte de sa vision d'ensemble. Au moins ces considérations serviront-elles d'introduction basique en regard de ces exigences de rigueur.



## L'homme et l'œuvre

Dennis naît en 1893 à Atlanta, en Géorgie, de parents moyennement aisés [13]. Il fréquente la Phillips Exeter Academy de 1913 à 1915 puis intègre l'Université de Harvard. Ses études interrompues par l'entrée américaine dans la Première Guerre mondiale, il se porte volontaire et reçoit sa promotion d'officier grâce à son assiduité en participant aux novateurs camps d'entraînement d'officiers de Plattsburgh, dans l'État de New York, en 1915 et 1917. Il sert ensuite en France comme lieutenant d'infanterie au sein d'un régiment d'état-major [à Brest, puis dans les *American Expeditionary Forces* de 1918 à 1919]. Pendant plusieurs mois après la démobilisation, il erre à travers l'Europe en jouant sur le marché des changes avec peu de moyens, puis retourne en Amérique pour terminer ses études à Harvard, obtenant son diplôme en 1920.

Dennis intègre le service diplomatique américain et travaille en tant que *chargé d'affaires* [représentant diplomatique] en Roumanie puis au Honduras. Après cela, il se rend au Nicaragua toujours comme *chargé* en 1926 et y reste au moment de la guérilla de *Sandino* et de l'intervention militaire américaine. C'est Dennis qui, sous les ordres du Département d'État, envoie le télégramme “demandant” l'intervention des *marines* américains au Nicaragua. Il n'a jamais été favorable à l'intervention et, après l'avoir publiquement critiquée en juin 1927 [en raison d'un massacre de population civile par les *marines*], il démissionne du service diplomatique. Il part alors travailler au Pérou en tant que représentant de la société bancaire internationale J. & W. Seligman & Co., la conseillant sur les prêts péruviens et sud-américains. À ce titre, il en vient à se méfier de plus en plus, et finalement à refuser invariablement, des prêts à des fins privées ou publiques consentis sans garantie sérieuse de remboursement ou des prêts à des pays dont les balances commerciales perpétuellement défavorables rendaient le remboursement pour le moins hasardeux. Il a déconseillé des prêts importants qui ont en fait été consentis et sur lesquels les débiteurs n'ont pas manqué de faire défaut. En 1932, deux ans après avoir démissionné de Seligman pour se retirer dans sa ferme de Becket, dans le Massachusetts, afin de poursuivre une carrière d'écrivain, de conférencier et d'analyste en investissement, il répond comme témoin expert devant le commission Johnson du Sénat américain enquêtant sur les pratiques de prêt internationaux ainsi que sur la défaillance de remboursement par les emprunteurs étrangers. À cette époque, il est en passe de s'imposer dans les cercles intellectuels américains comme un critique acerbe des pratiques des banques d'investissement et de l'ensemble d'un système capitaliste qui, de toute évidence, avait provoqué – et par là même ne pouvait pas résoudre – la dépression américaine puis mondiale. Des articles dans des revues de premier plan l'encouragent à poursuivre l'exposé systématique et approfondi de son approche qu'il adoptera pour le reste de sa vie.

\*\*\*

La carrière de Dennis en tant que penseur dans les années 1930 et 1940 peut schématiquement être divisée en trois périodes, chacune représentée par un livre. Dans *Le capitalisme est-il condamné ?* (1932), il fournit sa critique fondamentale de l'entreprise commerciale capitaliste traditionnelle et souligne la nécessité d'une planification gouvernementale. L'un des principaux abus du “leadership” capitaliste privé était l'extension excessive et grotesque du crédit, au niveau interne dans l'agriculture et l'industrie et au niveau externe dans les prêts et le commerce à l'étranger (les prêts n'étant accordés que pour permettre le remboursement des prêts antérieurs, le même processus survenant alors avec ces emprunts ultérieurs ; le commerce n'est en fin compte financé que par les emprunts d'autres commerçants). Non loin derrière

dans l'iniquité se trouvait le refus des capitalistes de réinjecter les capitaux, préférant thésauriser, alors que des millions de personnes étaient au chômage faute de dépenses d'investissement. Pas encore prêt à dire ce qui, le cas échéant, pourrait ou devrait remplacer cet ordre commercial dépassé et l'État libéral-démocratique qui le permettait (les deux allant nécessairement de pair, selon lui), Dennis se contente de fournir des "suggestions de modération ou de retenue" – plus précisément, une forte imposition sur les riches (de préférence pour financer des projets de travaux publics créateurs d'emplois), des tarifs douaniers élevés et des dépenses gouvernementales conséquentes pour maintenir l'emploi dans une économie nationale autosuffisante ou autarcique – ce qui pourrait allonger et adoucir les "dernières années" du capitalisme américain.

Dans *Le fascisme américain à venir* (1936), Dennis est enfin prêt à être encore plus précis tant dans le diagnostic que dans le remède prescriptif. Alors que la Dépression reste traumatique six ans après son commencement et trois ans après l'inauguration de la révolution "sans plan" de Roosevelt [14], Dennis prévoit l'effondrement final du système et ne propose que les alternatives du fascisme ou du communisme pour le remplacer. Il opte franchement pour la première, non seulement parce qu'elle semble avoir fait ses preuves dans certains pays d'Europe, mais parce que la seconde alternative signifierait une "élimination" désastreuse de techniciens d'entreprise de valeur – par opposition à leur recrutement par cooptation et enrôlement au service de la nation par un État fasciste. Dennis décrit longuement ce que serait "le fascisme désirable d'un homme" – mais il prend soin de souligner que tout mouvement fasciste d'ampleur en Amérique ne s'appellerait sans doute pas ainsi et surgirait très probablement sous couvert d'anti-fascisme, peut-être même dans l'appel à la croisade contre le fascisme.

Dans *The Dynamics of War and Revolution* de 1940 [15], Dennis explore particulièrement ce dernier thème dans le cadre d'un traitement général reliant ses idées à la scène internationale très agitée de l'époque. Il prédit une probable implication américaine dans la guerre européenne pour deux raisons. Elle est le seul moyen pour le capitalisme américain en l'état actuel de sortir enfin de sa Dépression et elle représente au plus haut point l'effort désespéré des pays ploutocrates "nantis" stagnants (Amérique et Grande-Bretagne) pour contrecarrer la montée en puissance économique et politique des dynamiques pays socialistes "démunis" (Allemagne, Italie et Russie). Son identification sans retenue des régimes d'Hitler et de Mussolini avec le camp "socialiste" avait d'ailleurs tendance à exaspérer les critiques communistes ou de gauche du livre.

Mais la guerre des États libéraux pour mettre fin au fascisme, avec sa nécessaire mobilisation des ressources des entreprises sous la direction du gouvernement assurant seul le financement, le tout accompagné de doses massives de propagande gouvernementale aux troupes démocratiques, n'aboutirait qu'à un renforcement des tendances "fascistes" dans les structures politiques et commerciales de ces États, et même – surtout – en cas de victoire, il pourrait de nouveau y avoir retour à un *laissez-faire* dont l'ère était révolue. Dennis estime que la mobilisation étatique de l'économie, qu'il considère comme inévitable et à laquelle il est favorable par principe, pourrait être orientée sur le plan intérieur vers des réformes, des travaux publics et ultimement l'auto-suffisance économique nationale. Si elle devait être dirigée vers l'extérieur dans le cadre d'une autre grande croisade étrangère censée mettre fin au "péché" dans le monde, elle continuerait probablement à suivre cette voie si lucrative pour maintenir la production, conserver un taux d'emploi élevé et conjurer la déflation, et davantage de "péchés" seraient assurément trouvés pour les besoins de la cause, justifiant les dépenses pour éradiquer le "péché originel". Ainsi, même avant l'intervention américaine dans la guerre (au moment précis de la drôle de guerre, en fait), et sans véritable indice quant à son issue ni même quant à la liste finale des adversaires, Dennis faisait allusion à une guerre froide d'après-guerre pour l'Amérique.

Il complète ses activités d'écrivain politique des années 1930 et du début des années 1940 par des contributions régulières à *American Mercury* de [HL Mencken](#) [sur lui cf [The Betrayal of the American Right](#), M. Rothbard, 2007, ch. 3], où de nombreuses idées de *The Coming American Fascism* et *The Dynamics of War and Revolution* ont été avancées à l'origine, des conférences et des débats, des conseils en économie pour EA Pierce & Co. Il rédige et édite son propre bulletin, *The Weekly Foreign Letter*, qui paraît de 1938 à 1942. Après l'épisode judiciaire pour "sédition" et un long livre à ce sujet, *A Trial on*



*Trial* [Le procès du procès] (co-écrit avec l’avocat Maximilian St. George), il lance un autre bulletin, *The Appeal to Reason*, qui durera plus de vingt ans [1946-1972], malgré un tirage qui ne dépassera jamais les 500 abonnés (dont l’ancien président Herbert Hoover, le sénateur Burton K. Wheeler, les généraux Robert E. Wood et Albert C. Wedemeyer, l’ex-colonel Truman Smith et Bruce Barton) [16]. Dennis sert également de conseiller en placements pour le général Wood et lui assure des gains confortables. Partageant son temps après la guerre entre sa ferme du Massachusetts et le *Harvard Club* de New York, il circonscrit sa vie sociale essentiellement à un petit cercle d’amis et de collègues, qui comprend les historiens révisionnistes [Harry Elmer Barnes](#), [Charles Callan Tansill](#) et [James J. Martin](#), le politologue [Frederick Lewis Schuman](#) (son voisin dans le Massachusetts – et son homologue de sensibilité différente – ainsi que son beau-frère), l’écrivain et ancien co-accusé de “sédition” George Sylvester Viereck, et le publiciste H. Keith Thompson.

Son dernier livre, *Operational Thinking for Survival*, paraît en 1969. Bien que l’essentiel du manuscrit ait été achevé à la fin des années 1950, le livre resta en jachère faute d’éditeur [17]. Il y reprend ses convictions fondamentales telles qu’elles s’exprimaient 30 ans auparavant ; il justifie ses explications par le cours des événements d’après-guerre, revendique en [étude de cas](#) une pensée “opérationnelle” (ou traitement “rationnel-pratique”), décrit la futilité, le gaspillage et le danger d’une guerre froide qui à la fois résulte d’une stupidité moralisatrice et l’entretient, et trouve même le temps de fustiger les critiques néo-classiques de la “Nouvelle économie” dont il avait été l’un des premiers représentants, quoique des plus inhabituels. Peu de temps après la parution du livre, il subit un accident vasculaire cérébral invalidant et ne reste actif que sporadiquement jusqu’à sa mort en 1977 [le [20 août](#)].



## L’économie politique comme destin

La présentation la plus complète et radicale chez Dennis de son raisonnement mûrement réfléchi sur le déclin du capitalisme se retrouve dans *The Dynamics of War and Revolution*. Dans la deuxième partie, “La fin de la révolution capitaliste”, composée de cinq chapitres, il pratique son “autopsie” de la dynamique capitaliste en Amérique – sorte de microcosme du monde occidental. Le capitalisme, soutient Dennis, doit toujours s’étendre ou mourir. La dynamique évolutive sous-tendant l’expansion, ce qui lui donne impulsion, se traduit par la quête incessante de marchés (de biens et services et pas seulement de capitaux), quête qui se révèle en fait une course désespérée contre la menace d’un processus linéaire de surproduction, entraînant une sous-consommation, provoquant des réductions de production, engendrant du chômage, causant une perte de pouvoir d’achat, amenant une perte d’incitations à l’investissement – tout cela conduisant à la stagnation et, finalement, à l’effondrement. Le cycle économique ne peut alterner les phases de croissance et de récession qu’à *la seule condition* qu’une expansion véritable du marché soit assurée.

Mais une telle expansion ne peut se produire que lorsqu’une “[frontière](#)” maintenue constante et en avancement est rendue effective. Le tracé de cette frontière mobile renvoie à une spatialité aussi bien géographique qu’économique ou géopolitique. Elle peut désigner une frontière au sens littéral du terme – une limite territoriale (éloignée, contiguë ou même à l’intérieur d’une nation), ou bien ce qui délimite une aire de prospérité – la “frontière de rareté” ([frontier of scarcity](#)) fournie par une population croissante de consommateurs, ou encore l’interface avec les zones de prospection – les “frontières” fournies par d’autres nations ou régions dont les marchés peuvent être accaparés sans grand risque politique ou militaire. Les trois siècles de la “Révolution capitaliste”, sommairement de 1600 à 1900, ont satisfait les besoins du capitalisme dans tous ces domaines et ont fourni sa puissance dynamique. La découverte d’un vaste Nouveau Monde a fourni la frontière littérale de l’Europe pour l’expansion de ses marchés (et de sa population), ainsi que des sources de matériaux pour la production et la distribution (les considérations mercantiles étaient en fait le mobile le plus déterminant qui poussait la vague de colonisation). Au sein de ce Nouveau Monde, à la fois avant et après sa constitution en tant que nouvelle

nation, la frontière vers l'ouest a fourni le même moteur de dynamisme à la population de base – en particulier dans l'attrait des terres libres. Partout dans le monde, les impérialismes européens ont trouvé des marchés “à prendre” dans des terres qui ne pouvaient résister aux techniques militaires ou à l'attraction commerciale venant d'Europe ; l'Amérique a également élargi ses frontières nationales et commerciales par des “guerres faciles de conquête” – contre le Mexique, contre l'Espagne sur fond de rivalité impérialiste, dans des interventions et “présences” partout dans sa zone de surveillance du sud et même du lointain Pacifique. Les nouveaux processus d'industrialisation et modes de transport fournirent à point nommé les moyens d'exploiter les situations des marchés frontières [marchés émergents] en progression, et tous ces développements ont été accompagnés d'une explosion démographique générale, telle que le monde, dans son histoire, n'en avait jamais connue auparavant.

Ainsi, la “révolution capitaliste” triompha pour des raisons spécifiques et historiquement conditionnées. Mais selon les théoriciens apologistes du capitalisme, ce succès n'était pas historiquement déterminé, et il n'y avait aucune raison pour qu'il ne puisse pas continuer indéfiniment et que la révolution demeure permanente, même si elle était erratique dans son équilibre : les baisses seraient toujours suivies de hausses dans un cycle économique auto-correctif. Une fois la stagnation ou la récession atteintes, les nouvelles demandes des consommateurs “forceraient” bientôt l'investissement et la production à augmenter à nouveau (et donc l'emploi, le pouvoir d'achat, plus d'investissement, et ainsi de suite). Les partisans du capitalisme classique ont continué à affirmer ce droit jusqu'au plus profond de la dépression des années 1930. Pour Dennis, ces théoriciens idylliques avaient tort et avaient été démentis par un cataclysme économique américain (et, par-delà son cas, mondial) dont l'ampleur n'avait jamais été vue auparavant et après lequel les choses ne seraient plus jamais les mêmes. Les théoriciens fondaient leurs prescriptions et prédictions sur l'historique du cycle économique au cours de trois cents ans de dynamisme capitaliste, comme si des “lois” universelles ou intemporelles du développement commercial pouvaient en être déduites. En fait, par leur focalisation sur les “vagues” du cycle économique dans cette période limitée et dans une configuration historiquement unique, ils manquaient la marée. La grande marée était le fait que la “révolution capitaliste” était finalement en bout de course parce que la frontière – incluant les “frontières” – n'existait plus.

La frontière américaine au sens propre du terme – qui avait suscité le stimulant essentiel des “profits des terres libres” (à la fois comme appât et, surtout, comme échappatoire) – a cessé d'exister vers 1890. Établissant une équivalence avec l'impérialisme britannique, qui avait atteint son apogée à peu près à la même époque (“la frontière était aux Américains ce que l'empire était aux Britanniques”), Dennis soutenait que les processus d'expansion et d'acquisition, et non la détention proprement dite, constituaient le mécanisme qui donnait sa dynamique au capitalisme ; le premier alimentait le développement capitaliste, le second conduisait inévitablement à la stagnation :

L'empire est un processus d'expansion par la conquête, il ne se résume pas à ses annexions et acquisitions. (...) Le fait socialement déterminant au sujet d'un empire, c'est d'acquérir sa place et de se défaire de sa frontière. Les deux processus sont inséparables. (...) En ce qui concerne l'empire, c'est la croissance, et non l'existence, l'obtention, et non la conservation, qui est historiquement significative et socialement dynamique. Une nation devient grande en bâtissant un empire, elle ne peut le rester simplement en le gardant. En effet, dès qu'il cessera de croître, il commencera à décliner. (...) L'humanité est vouée à vivre de labeur et de lutte, et non de rentes virtuelles. (...) Ce que nous appelons de nos jours le capitalisme, la démocratie et l'américanisme n'était simplement que la formulation du XIXe siècle pour la constitution d'un empire tel qu'il s'est produit au sein de ce pays. Ici, le processus était souvent qualifié de “pionnier” destiné à dépasser ses limites dans les territoires de confins. (...) Maintenant que la construction de l'empire selon la conception du XIXe siècle est achevée, tant pour les Britanniques que pour nous, le capitalisme et la démocratie ne sont plus tels que nous les connaissions à cette époque. (...) Contrairement aux démunis (*Have-nots*), nous ne nous développerons pas parce que nous sommes affamés de territoires. La faim est un défi. Au XXe siècle, contrairement au XIXe siècle, il n'y a aucun profit à tirer de l'augmentation de l'offre en matières premières et en denrées alimentaires. La rentabilité elle aussi est un défi. Mais, pour enclencher sa dynamique, il faut d'abord que ce soit possible. Les conditions créant cette possibilité sont les dynamismes premiers du capitalisme. (*Dynamics*, p. 68-69) [[chapitre V](#)]

Les conditions qui ont permis le succès du capitalisme ont disparu avec la frontière. Certes, pour Dennis, l'idée centrale de l'historien [Frederick Jackson Turner](#), qu'il cite avec approbation – "L'existence d'une zone de terres libres, son recul constant, et l'avancée de colons américains vers l'Ouest expliquent le développement américain" [18] – éclaire avec évidence le caractère du développement économique américain, tout comme la "frontière mondiale" avec ses terres "gratuites" (ou faciles à acquérir) pour les nations européennes expliquait largement l'essor du capitalisme. Mais la fin du capitalisme pourrait aussi s'expliquer. La fin de la frontière au sens littéral pour l'Amérique et le monde capitaliste peut être rapprochée de la fin de la révolution industrielle, du déclin du taux de croissance démographique et de la fin de possibilités supplémentaires de "guerres faciles de conquête".

La révolution industrielle – portée par l'essor technologique – avait fait son temps, et il ne pouvait y avoir aucun espoir que l'industrialisme ou la technologie puissent se maintenir indéfiniment, que ce soit par le biais de raffinements évolutifs ajustant techniques et modes de production ou bien en faisant appel au marché financier de mille manières afin de "revigorer" ou "sauver" le capitalisme quand la situation l'exigerait. L'industrialisme s'était essoufflé parce qu'il n'avait jamais été dynamique en soi, plus précisément il ne pouvait l'être qu'à l'ère de la frontière et de la croissance rapide de la population : "Aujourd'hui, en ce qui concerne la stimulation de la croissance commerciale, les changements industriels ne sont pas plus audacieux que le changement de traverses ou de rails en acier sur un chemin de fer. (...) Quant aux produits entièrement nouveaux, ils tendent désormais à remplacer les produits anciens sans aboutir aucunement à une nette augmentation de la consommation ou de la production" (*Dynamics*, p. 60). L'essence de la révolution industrielle résidait dans le changement en tant que spécifiquement rattachable au contexte de croissance ou d'expansion continue, ce qui induit qu'il ne pouvait s'agir que d'une phase transitoire, quel que soit le moment ou le lieu où elle s'est produite. Cette "série d'événements dans le temps et dans l'espace" constituait une révolution bien réelle, succédant parfaitement à la révolution mercantiliste et nécessaire à la généralisation de la révolution capitaliste – mais elle ne pouvait rester révolutionnaire qu'aussi longtemps qu'elle était expansive.

Son expansion aurait pu se poursuivre indéfiniment si la "[loi de Say](#)" – la production favorise nécessairement le pouvoir d'achat pour payer ce qui est produit – était valide dans l'absolu. Or cela ne fonctionne pas ainsi, car son corollaire principal, la doctrine de la "souveraineté des consommateurs" selon laquelle biens et services sont produits pour un profit en réponse aux besoins et demandes des consommateurs, était "erroné à 100 % : la demande des producteurs, et non celle des consommateurs, est souveraine". C'est ici que Dennis renverse l'un des préceptes fondamentaux de la théorie libérale :

Les producteurs décident quoi, quand et combien produire, ce qui inclut le volume de production et l'activité de production de biens tels que les nouvelles usines, les immeubles de bureaux, etc. En d'autres termes, le volume et le taux de réinvestissement des bénéfices et du capital épargné conditionnent les variations de la demande des consommateurs. Les producteurs et investisseurs déterminent les variations du volume et la vélocité du flux d'achat des consommateurs. Les hausses de prix du marché sont entraînées par l'optimisme des producteurs et investisseurs et déclinent quand elle sont rattrapées par le pessimisme des producteurs et investisseurs. Les besoins et désirs des consommateurs n'ont pas plus à voir avec les hausses et baisses qu'avec les taches solaires. Lorsque les producteurs décident de réduire leur production, le pouvoir d'achat des consommateurs diminue, ce qui constitue une bonne raison de réduire encore davantage la production, l'emploi et les salaires. Le processus est inversé par un changement dans la psychologie des producteurs et investisseurs. Les décisions des producteurs, comme chacun sait, sont régies principalement par des changements dans les projections de rentabilité. (*Dynamics*, p. 64) [[ch. IV](#)]

La limite de la frontière – et même le simple fait de l'apercevoir avant qu'elle ne soit atteinte – a modifié les attentes des "producteurs souverains". Plus précisément, cela a exercé une influence sur leur capacité de prise de risque d'investissement. Le trait dominant de l'organisation commerciale américaine, résultant de la révolution industrielle dans un contexte territorial en pleine mutation, était le monopole – à propos duquel, soit dit en passant, "il y a plus d'hypocrisie [...] que sur tout autre sujet dans tout le champ économique" [19]. La révolution industrielle et la frontière ont facilité l'émergence de monopoles dans presque toutes les nouvelles industries. Au début et pendant les jours fastes de la révolution, les



entités monopolistiques, déjà existantes ou en cours de formation, étaient celles-là mêmes qui se montraient les plus engagées et enthousiastes vis-à-vis de l'investissement et du risque, regimbant à thésauriser et à pratiquer des investissements ou opérations à risque minimal. En dernier lieu, elles tendaient soit à la thésaurisation soit à se renforcer comme "exploitants fiables" en suivant un schéma de concentration verticale ou horizontale, souvent les deux, autrement dit leur volonté de développement était plus orientée vers l'organisation et le contrôle que vers le risque d'investissement ou de marché – parce que les frontières du marché ne s'étendaient plus. Cette situation a entraîné une stagnation progressive et son instabilité, lorsqu'elle s'est combinée à la logique d'expansion "artificielle" au cours des années 1920, a finalement conduit à la Dépression.

Les éphémères moments de reprise économique depuis 1929 – ceux de 1933, de fin 1936/début 1937, de mi-1938 et de fin 1939 – n'ont fait que confirmer que l'expansion industrielle n'était plus un soutien ou une sauvegarde du capitalisme. Ils ont été causés par des craintes d'inflation, et nullement par des attentes de rendement de l'industrie. Au demeurant de telles attentes, susceptibles de provoquer de véritables relances économiques, sans parler d'une véritable fin de la Dépression, ne pouvaient surgir que dans une situation de "frontière" reconnue. Dennis examine longuement, puis rejette en bloc, l'argument ("s'il peut être qualifié ainsi") selon lequel même avec la fin de la frontière géographique et donc d'une aire de marché physiquement en expansion, il existait néanmoins et existerait toujours une "frontière" illimitée de désirs humains et besoins insatisfaits et de découvertes qui fournirait toutes les incitations et opportunités pour maintenir le capitalisme. Cette argumentation, comme la "loi de Say" et son corollaire, supposait que "le désir du consommateur au lieu de l'avidité du producteur" était le facteur dynamique du capitalisme. Mais la clé était en fait "l'avidité du producteur" – et bien que cela puisse arriver pour satisfaire les désirs et besoins humains, même en grande quantité, au cours de la quête d'une plus-value privée, un tel résultat serait purement occasionnel et, en aucun cas, un facteur dynamique ou déterminant dans ces processus.

Tant que les réserves en terres, main-d'œuvre et ressources naturelles disponibles pour l'exploitation augmentaient rapidement, il y avait une pénurie constante de capitaux, de machines, de logements, de moyens de transport et de moyens de subsistance pour les travailleurs. Cette pénurie constituait une véritable frontière industrielle. C'était une frontière de besoin, pas de luxe. Le capitalisme a besoin d'une frontière de rareté qui maintiendra des taux d'intérêt élevés et des marges bénéficiaires larges. Il ne peut prospérer sur une frontière d'abondance industrielle où les taux d'intérêt tomberaient à zéro et les incitations à l'investissement privé disparaîtraient pratiquement. (*Dynamics*, p. 77) [[chap. V](#)]

L'une des "frontières de rareté" nécessaire à la réussite du capitalisme était simplement la présence de plus en plus nombreuse de corps devant subvenir à leurs besoins alimentaires et matériels. Cette "frontière" pourrait durer éternellement si l'augmentation de la population pouvait être garantie à perpétuité. Or cela ne se pouvait pas. Passant en revue les statistiques démographiques, du premier recensement national en 1790 à celui de 1930, Dennis dressa un constat sans concession : alors que la population américaine augmentait à des taux spectaculaires tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir de la fin du siècle environ, le taux de croissance (même si on ne peut le superposer avec le taux de croissance économique) avait considérablement diminué [[1890-1910](#)]. L'apogée de la croissance démographique avait donc été atteinte avec le passage de la frontière. Si le taux continuait de baisser, et Dennis présumait qu'il le ferait sans interruption significative [20], les conséquences seraient lourdes pour le capitalisme américain – plus qu'elles ne l'étaient déjà. Car le capitalisme, ici comme dans tous les autres domaines, avait *besoin de croissance* :

La première des fonctions de la croissance démographique est celle d'entretenir une pénurie perpétuelle des biens de première nécessité, si indispensables pour un capitalisme ou un socialisme bien établi. Cette pénurie fournit des incitations pour les dirigeants et des contraintes pour les dirigés. Cette pénurie ne concerne désormais que les pays pauvres ; eux seuls sont donc dynamiques de nos jours. Le capitalisme en Amérique était dynamique tant que l'augmentation de la population mondiale assurait la pénurie alimentaire. Maintenant que nous vivons au milieu de l'abondance alimentaire, le capitalisme n'est plus dynamique. Par conséquent, les chômeurs sont affamés parce que nous manquons désormais de pénurie,

aussi paradoxal que cela puisse paraître. Quitte à heurter, c'est pourtant du même ordre qu'une situation dans laquelle les agriculteurs souffrent du manque d'acheteurs pour leur nourriture et les chômeurs souffrent du manque de nourriture. (...) Pour le XIX<sup>e</sup> siècle, la seule façon d'éviter le mal de l'abondance était de fonder des familles nombreuses. Pour le XX<sup>e</sup> siècle, maintenant que nous avons de petites familles, la seule façon est d'organiser un chômage de masse et deux guerres mondiales en une génération. Compte tenu de l'idéologie de la démocratie et du capitalisme faisant de l'épargne une vertu, compte tenu aussi de la réduction de taille des familles, il est difficile d'envisager un autre moyen de restreindre l'abondance que le chômage et la guerre. Et compte tenu de notre modèle culturel, il est difficile d'imaginer comment nous pourrions faire fonctionner la société sans les contraintes d'une pénurie, pour laquelle un taux de natalité élevé, le chômage ou la guerre sont seuls requis pour la maintenir à un niveau suffisant dans notre système. (*Dynamics*, p. 94-95) [[chap. VI](#)]

Le capitalisme "fruit de son époque", découlant de circonstances historiques particulières qui se sont coalisées pour engendrer une révolution de 300 ans, était insatiable dans sa voracité de marchés, du fait précisément que sa nouvelle puissance productive et distributive était en mesure d'assouvir l'avidité du marché en biens. En conséquence l'atteinte du paroxysme de saturation pouvait être reportée et l'a été. L'autre facteur qui permettait cela, en plus d'une frontière toujours reculée et d'une démographie galopante pour coloniser cette frontière, était l'expansion des marchés au moyen de "guerres faciles de conquête" ; celles-ci pourraient garantir les "pénuries de besoins" exigées pour résister à la stagnation ou sortir de la dépression. Les guerres, bien évidemment, ont toujours été une manne bénie pour le capitalisme en stimulant la production et en absorbant le chômage. En plus de présenter ces avantages immédiats, elles en procuraient aussi à plus long terme par l'accaparement des marchés. Toutefois il entrainait dans l'impératif de guerre du capitalisme bien plus que des motivations économiques. En réalité, les "guerres faciles de conquête" répondaient aux besoins non seulement du capitalisme privé mais aussi de la démocratie publique. Le capitalisme n'aurait pas été ce qu'il a été sans la démocratie [libérale], et vice versa.

La démocratie américaine a été fondée sur les deux piliers jumeaux d'une [ploutocratie](#) mercantile et d'une slavocratie [pouvoir esclavagiste] agricole. La défaite de cette dernière dans la guerre civile [1861-1865] signifiait seulement son inféodation à un nouveau règne industrialiste des revenus (*industrial wage-ocracy*). Cette "théocratie salariale" (*wage-ocracy*), appelée communément "emploi de masse", dépendait pour son existence même de l'expansion des marchés, c'est-à-dire de la réalité des frontières ; elle a naturellement fait sentir cette dépendance dans ses pressions politiques. Et la foi démocratique américaine qui a été inculquée aux travailleurs de masse tout comme aux employeurs était essentiellement la foi en un boom permanent du foncier. Par ses politiques nationales de peuplement, d'incitations à l'investissement, de commerce et de guerre, la démocratie pouvait "garder la foi". La démocratie avait aussi ses propres raisons, purement politiques, qui apparaissaient le plus ostensiblement dans sa politique de guerre, pour la conserver. Alors que le capitalisme avait besoin de guerres pour conquérir des marchés étrangers, s'emparer de terres et obtenir des stimuli productifs immédiats, la démocratie avait besoin de guerres pour assurer l'unité sociale et la stabilité à un moment où le capitalisme avait tendance à se détraquer ou à se discréditer :

Dans le cadre d'un bref examen du rôle dynamique des guerres faciles dans l'ascension triomphante du capitalisme et de la démocratie, ce serait une grave omission de ne pas souligner le fait que les guerres nationalistes ont tempéré l'anarchie et les contradictions de la concurrence privée. La guerre comme la religion imposent nécessairement l'unité collective. Leur pratique réunit un grand nombre de personnes partageant intérêts et sensibilité. La concurrence privée, au contraire, a toujours tendance à détruire l'unité sociale. (...) L'ensemble d'une communauté ne peut pratiquer la concurrence de façon ordonnée qu'en temps de guerre ou qu'en concurrence avec une communauté extérieure. Ainsi, en temps de guerre, chaque communauté belligérante opère en interne sur la base de la coopération et en externe sur la base de la compétition. De cette façon, il y a de l'ordre à l'intérieur et de l'anarchie à l'extérieur. C'est évidemment une condition inévitable de toute société de nations souveraines qu'elle soit caractérisée par l'anarchie. Les souverainetés multiples ne sont qu'un synonyme d'anarchie. L'anarchie internationale est un corollaire de la

souveraineté nationale. Cette ribambelle d'idéalistes et de théoriciens qui professent vouloir substituer dans la sphère internationale à l'État de droit l'état d'anarchie tout en préservant la souveraineté nationale est composée de personnes soit singulièrement obtuses, soit intellectuellement malhonnêtes. Quiconque ne comprend pas que, dans un État de droit, il ne peut y avoir qu'un seul souverain, et non plusieurs, ne comprend ni le sens du droit ni celui de la souveraineté. Mais, bien que la guerre ait été à travers l'histoire une force d'anarchie entre les nations, elle a aussi été une force de cohésion sociale et d'ordre à l'intérieur des nations. Entre l'anarchie internationale chronique et l'ordre national, il n'y a pas de contradiction nécessaire. Le fait est que les démocraties capitalistes ont eu besoin de la force centripète de la guerre extérieure pour compenser la force centrifuge de la concurrence privée. (...) L'individualisme, ou plutôt la force désagrégeante de la concurrence privée, a rendu d'autant plus grand ce besoin [coutumier] de guerre étrangère. Le libre jeu de l'intérêt personnel d'un individu ou d'un groupe minoritaire tend à faire éclater n'importe quelle communauté. Les contre-forces d'unification nécessaires à l'ordre social sous le capitalisme ont dû être en grande partie générées par la poursuite continue de guerres étrangères faciles et victorieuses. (*Dynamics*, p. 122-123) [[chap. VII](#)]

Ce qui pose encore problème au XX<sup>e</sup> siècle, c'est la croyance aux "guerres faciles" : si elles avaient suivi le chemin du boom foncier frontalier et du boom démographique qui remplissait les frontières, leur ère était dorénavant révolue. Avec un soin attentif, Dennis fait un rapide retour sur cette époque en présentant des tableaux des guerres et des interventions militaires des trois grandes démocraties capitalistes au cours d'un siècle et demi, jusqu'aux années 1920 incluses. Ses résumés de ces tableaux sont destinés à donner du poids à ses prémisses et conclusions – et à interpeller le lecteur souvent abreuvé de formules convenues telle que "les démocraties éprises de paix". "Angleterre : 54 guerres, durant 102 ans, soit 68 % du temps. France : 53 guerres d'une durée de 99 ans, soit 66 % du temps. Amérique : En 158 ans, il y a eu la guerre pratiquement tout le temps" (*Dynamics*, p. 104-108). La fin de l'ère des "guerres faciles", qui se conclut par la digestion des dernières cibles faciles sur l'échiquier mondial, a parachevé le processus de la "révolution capitaliste". Les quatre grands piliers fondateurs de la démocratie capitaliste américaine avaient finalement tous été renversés : la frontière, l'industrialisme comme révolution, la croissance démographique, les guerres faciles. Ne reposant plus sur ces bases assurées, la démocratie capitaliste américaine pourrait-elle survivre ? Dennis reste des plus sceptique, et il propose quatre possibilités quant à ce qui lui arriverait :

- 1 : Elle pourrait procéder selon les méthodes et hypothèses habituelles, perpétuant la stagnation, le chômage massif, l'échec total dans tous les domaines économiques et provoquant en bout de course le chaos anarchique.
- 2 : Elle pourrait succomber à une révolution prolétarienne des classes inférieures menée par la classe sociale juste au-dessus d'elle, des bourgeois déclassés et privés de reconnaissance politique, anéantissant toutes les formes de capitalisme, et beaucoup de capitalistes, en instituant la dictature des intellectuels.
- 3 : Elle pourrait être subsumée dans un État intégralement nationaliste, corporatiste et éthiquement collectiviste qui exercerait un contrôle dirigiste autoritaire sur une grande partie de l'appareil commercial, sans toutefois en être le propriétaire à part entière, et qui procéderait à la redistribution et à la hiérarchisation des priorités nécessaires pour mettre fin à la surproduction et au chômage, en particulier par le biais de projets de construction de grande ampleur et de projets sociaux. Il s'agirait en fait de "socialisme", même si ses partisans ou adversaires se plaisent à le dénommer "fascisme".
- 4 : Elle pourrait chercher à se prolonger par l'expédient "externe" de la guerre – qui, maintenant qu'il n'y avait plus de "guerres faciles" à mener, devrait être une guerre "dure", une impressionnante démonstration de force, dont la mise en scène nécessiterait cependant dans une large mesure les démarches organisationnelles et politiques évoquées dans le point trois.

Dennis considérait préférable le troisième point pour l'Amérique, mais il estima le quatrième comme le plus probable. À la fin de 1939 et au début de 1940, comme il l'écrivait, cela commença à être mis en vigueur. Le nouveau style de guerre "dure" s'était déjà manifesté lors de la Première Guerre mondiale, causée en grande partie par le violent désaccord d'impérialismes capitalistes rivaux. Après cette guerre,

qui avait favorisé l'émergence de régimes "socialistes" révolutionnaires – qu'ils soient communistes, fascistes ou nazis – parmi les nations qui sortirent du règlement du conflit avec le statut de pays démunis, avait surgi cependant une nouvelle possibilité : la prochaine grande guerre ne serait pas un affrontement entre capitalismes, mais entre un gang des démocraties capitalistes (toutes dans le même bateau de la dépression, après tout) et les nations "socialistes". Le fait que ces puissances "socialistes" aient leurs propres griefs contre l'ordre démocratique imposé après-guerre, et qu'elles aient été suffisamment dynamiques et agressives pour y remédier, tout cela a contribué à les voir dénoncés aux masses et assemblées démocratiques comme des violateurs de "l'ordre" international et même de la "paix", pour ne pas dire de la "civilisation" elle-même. Il ne manquerait pas de "causes" à une telle guerre, encore moins de raisons pour la justifier. Les puissances démunies étaient en effet dynamiques – comme seules les nations insatisfaites peuvent l'être – et ne se contentaient pas de redessiner les frontières européennes (et, dans le cas de l'Italie, coloniales), mais savaient le capitalisme en Europe : réorganisation de systèmes entiers, redistribution des richesses et de l'autorité, politique d'autarcie et sortie du "système international" capitaliste du commerce et de la monnaie. Tout ce dynamisme s'inscrivait dans le cadre d'unités populaires nationalistes, des "socialismes" en fait, peu importe l'appellation, qui ne voyaient plus d'utilité à la subordination des volontés et des destins nationaux vis-à-vis des entreprises privées ou d'autres intérêts. [21].

C'est ainsi que Dennis estimait la grande guerre en gestation à partir de 1940, lorsque Staline, Hitler et Mussolini formaient un vague (mais non moins significatif pour autant) camp "socialiste", contre lequel se dressaient les démocraties capitalistes ploutocratiques d'Europe, avec la plus ploutocratique de toutes guettant dans les coulisses, passablement irritée, le moment le plus opportun pour entrer en scène. Ce serait une autre croisade, vendue au troupeau américain en des termes choisis de bonne moralité mondiale, même si dans le fond ce n'est qu'un moyen pour le bon vieil ordre bien-de-chez-soi – l'ordre d'un capitalisme épuisé et d'une démocratie désespérée – de s'en tirer à bon compte en combattant la nouvelle révolution à l'étranger :

Partout, la nouvelle révolution est synonyme de redistribution et de réorganisation en phase avec les impératifs technologiques de l'ère de la machine. La cause des Alliés est celle de la contre-révolution. Elle maintient le *statu quo* et s'oppose à la redistribution selon les indicateurs du besoin, la capacité d'utilisation efficace des ressources et la commodité sociale. Elle vise à inverser en Europe les tendances dominantes, technologiques et politiques, du siècle passé et, plus particulièrement, des deux ou trois dernières décennies. Les démocraties [libérales] ont montré leur incapacité à utiliser leurs ressources de manière à mettre fin au chômage. Mais elles proposent maintenant une croisade au nom des absolus moraux pour empêcher la redistribution mondiale des matières premières et des opportunités économiques. Le véritable dilemme auquel l'Amérique est confrontée peut se résumer ainsi : parvenir à une redistribution dans son pays ou de la combattre à l'étranger. La ploutocratie qui s'oppose à la redistribution chez elle fait tout pour la combattre à l'étranger. Et les masses défavorisées qui ont besoin de redistribution en Amérique sont assez stupides pour mourir en combattant afin de l'empêcher à l'étranger. Il est probable que nous devons parvenir à la solution du problème intérieur de la distribution par une vaine croisade pour empêcher la redistribution à l'étranger. Si cela se produit, cela enfoncera le dernier clou dans le cercueil de la démocratie dans ce pays. Et cela devrait appeler à une terrible vengeance après-guerre contre les responsables de cette grande tragédie du peuple américain. (*Dynamics*, p. 216) [chap. XV]

Indépendamment du fait qu'ils aient ou non remporté la victoire lors la croisade annoncée ou que les vainqueurs se soient vengés des vaincus par la suite, le capitalisme américain et sa démocratie allaient sortir de la guerre changés à jamais. Les explosions, celles des profits comme celles des combats, sonnaient véritablement le glas de la "révolution capitaliste", le produit de 300 ans de frontières qui avaient été atteintes. La révolution qui s'ensuivrait pourrait être ou bien dirigée ou bien indirecte, ou bien spontanée ou bien évolutive – englober soit immédiatement soit progressivement tous les changements d'organisation et de direction politico-sociales que Dennis, pour sa part, trouvait souhaitables ou non. Mais décidément une révolution était en train de se faire, et les historiens finiraient par comprendre l'issue de cette guerre, comme sa genèse, comme différant profondément de celles des

autres guerres lorsque le capitalisme était à son apogée. Le point de bascule vers une ère post-capitaliste – peu importe que de nombreux et même importants vestiges du capitalisme puissent subsister encore longtemps – avait été franchi, et ce tournant entraînerait d'énormes changements, dans le domaine de l'économie en particulier, mais également dans de nombreux autres domaines. Cela devrait et pourrait signifier, avant tout, l'effacement des distinctions entre public et privé. Pour Lawrence Dennis, ce n'était ni indésirable ni dangereux en soi, tant que cette hybridation œuvrait essentiellement en faveur de l'intérêt public.

Le spectre contre lequel il mit en garde et combattit par sa prise de parole décisive, et qu'après-guerre il vit se produire manifestement, était celui de cette nouvelle réalité convergente, issue des efforts désespérés de la démocratie capitaliste pour se prolonger, effaçant les différences entre national et international, *et ultimement entre guerre et paix*. Le capitalisme américain, après une Seconde Guerre mondiale, pouvait-il vraiment permettre une véritable paix ? Le doute persiste toujours quant aux raisons de miser sur sa capacité incertaine à assumer "honnêtement" – ou au moins avec le moindre espoir de réussite – des problèmes d'après-guerre aussi colossaux et persistants que : le piège de la [déflation par la dette](#) [22], un gonflement du marché du travail, la perte de l'unité politique interne et de crédibilité à l'étranger, la saturation des marchés intérieurs, la reconversion massive de l'industrie, et bien d'autres encore. Le capitalisme américain continuera probablement à contourner ses problèmes endémiques via le classique "expédient" de la guerre – même si la guerre n'était plus une guerre au sens ancien (pas plus que la paix d'ailleurs). Une guerre "froide" comblerait ce qui lui manque en intensité contenue par d'intermittentes fulgurances d'action de par le monde, entretenant ainsi planétairement un aigle militaire aux ailes déployées et prêt à fondre sur le moindre conflit, une présence politique et économique mondiale comme excuses pour un tel conflit, et une longévité sempiternelle – peut-être même sans fin.

Charles A. Beard, décrivant de façon sardonique et désabusée en 1948 les conséquences pratiques des politiques étrangères de Roosevelt-Truman alors que ces politiques devenaient un "consensus" grâce à l'esprit tant vanté du "bipartisme", déclara que l'Amérique était désormais engagée dans la poursuite d'une "guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle" [23]. Dennis s'accordait sur ce constat et reprit pour lui l'expression (qui s'est largement répandue avec le titre d'une étude révisionniste de la diplomatie rooseveltienne) à l'occasion. Si c'était lui qui dût l'inventer, il aurait pu la tourner ainsi : [guerre perpétuelle](#) pour stimuler la production, résorber le chômage, accroître des marchés et se rallier le peuple. Ou, plus brièvement : la guerre perpétuelle comme substitut à la frontière capitaliste perdue.



## Réception critique de Dennis

Il fallut environ une décennie après la Seconde Guerre mondiale pour que Dennis soit à nouveau considéré en termes intellectuels plutôt que polémiques concernant les problèmes de la guerre. En examinant les courants politiques radicaux dans son livre de 1955 *American Political Thought* (p. 415-428), le politologue Alan Pendleton Grimes traita le « [Fascisme américain de Lawrence Dennis](#) » comme une idéologie et un porte-parole exigés par la situation politique et sociale de la Dépression. Grimes s'est focalisé sur l'identification par Dennis du capitalisme à la démocratie non seulement comme modèle de parallèle historique mais aussi comme inscription dans la réalité contemporaine. Contrairement aux réformateurs populistes et progressistes, qui avaient tendance à voir le capitalisme (du moins le "mauvais" capitalisme pratiqué par les [barons voleurs](#) [24], les maniganceurs de trusts [*trust spinners*] et les spécialistes du montage de holdings pyramidales) comme contradictoire, voire antithétique, à la démocratie, Dennis soutenait qu'ils avançaient main dans la main. En tant qu'élite, il aspirait à briser les deux, nullement à les réformer. De l'avis de Grimes, la charge principale de la critique fasciste de Dennis ne portait pas tant sur la démocratie que sur le capitalisme du laissez-faire ; la démocratie était critiquée seulement en ce qu'elle permettait les folies du capitalisme, en lâchant la bride aux dirigeants d'entreprises privées. Les motivations de ces dirigeants d'entreprise, purement égoïstes et orientées vers la satisfaction de l'appât



du gain, ne pouvaient qu'entrer en conflit avec les exigences normales du développement social et de l'ordre public. Avec le franchissement de la frontière, enrayant les possibilités d'une sorte de croissance socio-spirituelle corrélative à la croissance des entreprises, le conflit inhérent entre société civile et entreprises apparut au grand jour et devait être résolu d'une manière ou d'une autre. L'ère de la frontière, du "nationalisme militant" américain qui avait insufflé un élan spirituel de masse et non mercantile, voire unitaire, à l'expansionnisme lui permettant de se déployer aux côtés de la simple avidité commerciale, avait cédé la place à l'atomisme de masse dans une société désormais totalement dominée par la cupidité des affaires (et dressée pour pâtir de la stupidité des affaires). Le libéralisme économique du laissez-faire en théorie et la démocratie politique telle qu'elle était mise en pratique n'étaient pas adaptés pour faire face à la situation ; ils devaient donc être remplacés.

Grimes considère que la critique par Dennis de la société capitaliste-démocratique ressemble à la conception de l'état de nature chez Thomas Hobbes : une guerre de tous contre tous, des parties contre des parties et contre le tout. Le système de laissez-faire par lequel l'État, supposé garant du bien public, n'intervenait pas dans ces luttes – ou n'intervenait qu'occasionnellement parce qu'un groupe d'intérêt avait momentanément réussi à s'imposer au sein de l'État au détriment d'autres groupes – était manifestement irrationnel. De plus, ce chaos avalisé par l'État se déroulait sous couvert éthique de ce qui représentait la fraude et de l'hypocrisie les plus élevées, à savoir le système juridique. Ce système promettait "un gouvernement de lois et non d'hommes". Pour Dennis, cette notion était une pure fiction. Y croire conduisait à de faux espoirs comme celui que "la volonté des peuples" ne pourrait jamais s'exprimer qu'à travers lui, et maintenait dans l'ignorance du fait que l'interprétation et l'administration des lois, et non les lois elles-mêmes, étaient cela seul qui compte. À tout moment, "la loi" ne devrait et ne pourrait signifier que ce que les élites qui contrôlent son application voulaient qu'elle signifie. En Amérique, et tout au long de l'histoire américaine, les élites au pouvoir étaient généralement les capitalistes et leurs partisans ; le pouvoir judiciaire "indépendant" dans un gouvernement de "séparation des pouvoirs" était une fabulation. Également chimérique était la notion de "liberté" telle qu'elle existe dans le cadre de la loi – la liberté formelle, c'est-à-dire la condition naturelle en l'absence de contrainte gouvernementale. La force et la coercition étaient omniprésentes, et cela faisait peu de différence pour ceux qui étaient contraints que la force soit appliquée par le gouvernement ou par le marché "libre". Si, par ex., une personne à la recherche d'un emploi ne trouvait aucun emploi à la suite de décisions prises par des capitalistes privés, alors elle était contrainte au chômage comme s'il existait une loi contre l'emploi. Grimes cite Dennis : "La liberté tant vantée du capitalisme moderne est en grande partie une question de liberté des propriétaires fonciers vis-à-vis de la responsabilité sociale des conséquences de leurs décisions économiques" [25].

Grimes consacre environ la dernière moitié de son sous-chapitre sur Dennis à discuter de ses idées plus purement politico-philosophiques sur le pouvoir des élites, en dehors de tout contexte économique. Que Grimes ait commencé sa réflexion sur Dennis par le lien capitalisme-démocratie démontre sa conscience de l'importance de l'économie dans la genèse de la pensée de son sujet. Son traitement de 1955 a représenté la première étape sur la voie pour reconsidérer Dennis aussi sérieusement que les critiques de livres l'avaient fait autrefois, avant l'avènement de la guerre et de la "sédition".

\*\*\*

Le collègue politologue de Grimes, David Spitz, dans un sous-chapitre conséquent sur Dennis issu de son [\*Patterns of Anti-Democratic Thought\*](#) (1949) (p. 64-92), avait auparavant aussi abordé le sujet avec sérieux. Mais Spitz ne fait aucune mention de l'élément anti-capitaliste dans la pensée politique de Dennis et se concentre plutôt sur sa théorie générale de "l'élite comme pouvoir". Cette exclusion n'est pas en elle-même critiquable, puisque le livre de Spitz ne traite que de théorie politique. Toutefois ses critiques concernant Dennis auraient été plus abouties si elles avaient traité des fondements pratiques du monde réel, tels que Dennis les voyait et les interprétait, au sein de cette théorie. Les considérations de Dennis sur l'économie et son analyse économique se situent dans cette catégorie, et traiter la théorie de l'élite de Dennis sans discuter de sa critique étendue d'une véritable élite historique au pouvoir – l'élite capitaliste américaine – revient à retirer à l'analyse une part significative de sa raison d'être. Spitz en

tout cas, après un examen scrupuleux de la théorie politique de Dennis, la rejette même s'il admet la vérité possible de sa prémisse, à savoir que les élites assoient toujours leur domination. Elles le peuvent, dit Spitz, mais Dennis avait tort de supposer que cela est nécessairement incompatible avec la démocratie, non pas en dépit de leur autorité irresponsable (oligarchique) mais grâce à elle [car leur volonté de puissance est un moyen et non une fin : *There is still the crucial consideration that, for the state, as for man, force is essentially an instrument, not end but means*]

\*\*\*

Pour [Arthur M. Schlesinger Jr.](#), rédigeant cela en 1960, Lawrence Dennis “a livré un plaidoyer du fascisme avec une audace saisissante d'intelligence et de style qui a bien failli (mais sans jamais tout à fait réussir à y arriver) lui procurer une audience plus large”. Il lui consacre [cinq pages](#) dans le troisième volume de son *The Age of Roosevelt* (pp. 74-78), dans un chapitre intitulé “The Theology of Ferment” qui traite de diverses manifestations et personnalités radicales, de gauche ou de droite, mis sur le devant de la scène publique pendant la Dépression. Après avoir considéré les “fascistes littéraires” [Seward Collins](#) et [Ezra Pound](#) comme “des personnages d'un spectacle parallèle, sans réel poids politique en Amérique”, Schlesinger se penche sur Dennis, y voyant le seul penseur fasciste qui possède une réelle importance significative. Admirant visiblement *Is Capitalism Doomed ?* en y relevant une attaque “finement argumentée” contre les politiques des banques d'investissement, Schlesinger décèle néanmoins dans ce mélange de réalisme froid et d'intellectualisation du combat chez Dennis des notes de “désespoir romantique” [26]. Il l'illustre par un passage appuyé de Dennis sur son pessimisme tiré d'une lettre privée non circonstanciée : “Je suis prêt à payer le prix en partant sur le pavé, ou à la Légion étrangère, ou avec un coup de pistolet dans la bouche... Rien ne me plairait plus que d'être un chef ou un partisan d'un Hitler qui écraserait et détruirait beaucoup de personnes actuellement au pouvoir. J'assume ma part de destinée qui est maintenant de souffrir. Ce sera peut-être un jour leur tour” [27].

Compulsant ensuite *The Coming American Fascism*, Schlesinger remarque la facilité avec laquelle Dennis affirme qu'une variété de fascismes pourrait arriver au pouvoir et réussir aux États-Unis : l'organisation des grandes entreprises ainsi que la docilité invétérée, la standardisation et l'embrigadement du peuple américain – qui était déjà le plus grand consommateur de publicité au monde –, la propagande de toutes sortes et la domination de la presse et de la radio, n'ont rendu aucun autre pays “mieux préparé à la normalisation politique et sociale”. Concernant leur coutumière et revendiquée passion pour la “liberté”, 90 % du peuple américain n'aurait aucune compréhension de “quoi que ce soit”, même de ce que leur propre système idéologique était censé être. Ainsi, selon Dennis, “Une dictature fasciste peut très bien être instaurée par un démagogue au nom de tous les slogans du système actuel”. Par conséquent Schlesinger ausculte quelques aspects indicatifs divers et variés de la vision d'une Amérique fasciste selon Dennis. Pour ce qui est de déterminer qui ou quoi pourrait réaliser cette vision et provoquer la révolution, il s'en tient à l'importance que Dennis attache à l'idée de “l'élite”. Toutefois il note que Dennis est tantôt vague, tantôt contradictoire, sur qui constitue exactement “l'élite” fasciste ou, bien plutôt, la “contre-élite” fasciste latente convoitant le pouvoir. Malgré cela, il n'y a guère de doute quant à la constitution du groupe ou de la classe sociale particulière au nom de laquelle l'élite travaillerait : la dynamique révolutionnaire viendrait de “l'élite frustrée de la petite bourgeoisie” menacée de “déclassement” [“In 1935 Dennis found evidences of lower-middle-class insurgency on every side”]. Schlesinger prend Dennis au mot lorsque ce dernier déclare qu'il n'a aucune ambition politique personnelle, mais il voit en lui (et suppose que Dennis se considérait lui-même ainsi) les qualités d'un Goebbels, d'un homme de confiance très intelligent qui pourrait servir un véritable démagogue fasciste pour justifier une révolution :

Son style était habile, désinvolte et incisif. Sa critique a démystifié l'idéalisme angélique avec un effet salutaire. Il s'est efforcé de déplacer l'attention portée aux mots et symboles vers les réalités du pouvoir. Son écriture “réaliste”, malgré un clinquant et manque de tact, avait une acuité analytique qui la rendait plus saisissante que n'importe quelle pensée politique conservatrice ou libérales de l'époque.

Mais aucun démagogue fasciste véritablement influent n'a jamais émergé en Amérique ([Huey Long](#), pour qui Dennis exprima son admiration comme “plus avisé qu'Hitler, même s'il a besoin d'une bonne équipe de

conseillers”, aurait pu en devenir un), et Dennis se retrouvait seul à conjurer à l’aide de conjectures intellectuelles sur un fascisme américain mythifié et désiré. “Goebbels, après tout, avait à sa disposition un gouvernement pour transformer les rêves en réalité, et Dennis, seulement le Harvard Club”, conclut lapidairement Schlesinger. Quant à la réalité existante des militants fascistes américains, dont l’esprit contestataire s’accordait avec le sien sans nécessairement pouvoir le comprendre, Dennis a dû “progressivement réduire ses attentes” pour les atteindre. Se considérant comme “le porte-parole sophistiqué d’une élite révolutionnaire à une époque technologique”, Dennis, comme Seward Collins, a découvert à son grand dam que “l’élite qui devait sauver la civilisation s’est finalement avérée être une ribambelle de branquignols et de psychopathes, unis principalement par une peur obsessionnelle d’un complot juif imaginaire. Ce qui avait commencé comme une anticipation de l’apocalypse s’est terminé en sinistre farce”. [“The *farceurs* – the activists of American fascism – were mostly local adventurers or fanatics hoping somehow to capitalize on anxiety and unrest. Their ambitions gave these years a background of furtive and trivial melodrama”]

\*\*\*

Dans ses mémoires, *Infidel in the Temple* (1967), le journaliste et chroniqueur politique [Matthew Josephson](#) consacre quelques pages à sa rencontre avec Dennis au milieu des années 1930 (p. 318-24). Déjà fort intrigué par son rôle de témoin dans les enquêtes financières du Sénat en 1932 ainsi que par ses arguments dans *Is Capitalism Doomed ?*, et ayant entendu dire que Dennis était l’un des nombreux intellectuels pro-fascistes tenant Huey Long pour le futur Duce d’un fascisme américain, il sollicite Dennis au *Harvard Club* pour un entretien, dont ses mémoires restituent la teneur. “Tranchant dans le discours et aussi vif que j’avais été amené à m’y attendre”, constate-t-il à propos de Dennis qui se lance dans une discussion franche et sans retenue sur ses convictions et leurs origines. Citant Dennis (apparemment à partir de notes), Josephson divulgue quelques saillies provocatrices :

Je tiens en piètre estime les banquiers. Il leur suffirait pourtant de ne pas se montrer si suffisants et pétris de morale ! (...) Les affaires seraient bien en peine de reprendre leur allure d’antan surtout quand nous marchons au bord du gouffre, soumis au vent d’une terrible inflation qui balayera tout dans moins d’une année. (...) Mais Mme Roosevelt, Mlle [Perkins](#) et les autres conseillers du New Deal considèrent les États-Unis comme une fructueuse opportunité de “centre culturel” [[settlement house](#)] dans laquelle les femmes savantes et les notables diplômés peuvent exercer leur entregent aux frais du contribuable ! (...) Le New Deal n’est qu’un énorme bazar – et pourtant l’ancienne classe commerçante, les banquiers, les marchands, les politiciens et les dirigeants syndicaux restent en place. (...) Cela ne peut tout simplement pas continuer ainsi, pour le dire franco. L’avenir est au moins assuré pour les extrémistes. (...) Mais ici [les communistes] n’ont pas la moindre lueur d’espoir. La classe ouvrière – bah ! L’ascension du prolétariat ? Pas de votre vivant – ce n’est pas encore entré dans les mœurs. Le travailleur américain ne se donnera même pas la peine de prendre fait et cause pour sa classe sociale. Ce dont ce pays a besoin, c’est d’un mouvement radical qui parle américain. Non seulement nos travailleurs ne comprennent pas Marx, mais ils ne peuvent même pas le transposer. (p. 320-21)

Dennis – selon les souvenirs de Josephson – poursuit : seules les [classes moyennes](#) frustrées se battent pour le pouvoir ; les riches, confrontés en fin de compte à la menace perceptible du socialisme ou du communisme, se rallieront finalement au fascisme comme seule alternative :

“Après tout, le fascisme appelle à une révolution *nationaliste* qui laisse les propriétaires dans le même statut social qu’avant, bien qu’il leur interdise de faire entièrement ce qu’ils veulent de leur propriété. Alors, au lieu de détruire les compétences existantes comme le ferait un soulèvement communiste, l’État corporatif préserverait l’élite des experts et gestionnaires, seules personnes qui comprennent la production et peuvent faire fonctionner le système” (p. 323).

Autant Dennis prônait franchement le fascisme, autant il n’était pas du genre à embarquer dans un camion avec des fascistes locaux bagarreurs comme les “Silver Shirts”, ni à se ranger du côté de la bigoterie religieuse ou de la haine raciale primaire, qui ne l’intéressaient manifestement pas. Au contraire, il considérait sa mission comme purement éducative et doctrinale auprès de l’élite frustrée de

la classe moyenne, seule à même de former un courant politique populaire défendant un fascisme américain. À propos de Huey Long, Dennis rapporte que “Long lit mes papiers” et lui a même demandé son aide pour écrire un livre sur la redistribution des richesses. Pour couronner le tout, Josephson relate qu’après avoir terminé leur conversation, au moment où Dennis quitte le *Harvard Club*, il est interpellé par un membre âgé qui s’exclame : “Oui, nous devons tous nous unir et lutter pour les libertés conquises par nos ancêtres qui ont développé la frontière !” La réponse courtoise mais ferme de Dennis tomba sans ambages : “Souvenez-vous Monsieur X, la frontière est terminée ; la liberté est une impasse sans issue”. Josephson conclut à l’époque, et restait du même avis en 1967, que Dennis lui semblait brillant mais perdu dans son obsession pour les questions de pouvoir pur et de stratégie : “Un type étrange et intelligent que ce Dennis, mais avec de grandes lacunes du côté humain”.

\*\*\*

Justus Drew Doenecke, historien de l’isolationnisme américain et des mouvements de droite, brise l’exclusion de Dennis comme non-pertinent par la littérature scientifique avec son article de 1972 sur Dennis en tant que “[révisionniste de la guerre froide](#)” [28]. Intéressé par la façon dont les isolationnistes pré-Pearl Harbor ont réagi – de différentes manières – à la guerre froide, Doenecke conclut que Dennis constitue un éminent exemple d’isolationniste resté constant dans son opposition aux engagements américains à l’étranger ; seul Dennis, par l’intermédiaire de son bulletin hebdomadaire *The Appeal to Reason*, “a offert une attaque cinglante contre toute la gamme de la politique américaine de la guerre froide”.

Doenecke accorde une attention particulière aux idées économiques de Dennis, centrales dans l’évolution de ses positions ultérieures. Après avoir passé en revue les arguments de *Is Capitalism Doomed ?*, *The Coming American Fascism* et *The Dynamics of War and Revolution* quant à la montée, la chute et le remplacement inévitable du capitalisme par une structure politique collectiviste, Doenecke remarque la similitude à première vue de cet argumentaire avec la critique marxiste du capitalisme. Pourtant, “l’orientation de la logique de Dennis était loin d’être marxiste ; il y avait de fortes différences”. En premier lieu, son “socialisme” n’est pas du tout utopique et ne postule aucune possibilité d’une société véritablement “sans classes” : il y aurait toujours des dirigeants et des dirigés, et les contestations ne porteraient que sur la façon dont les élites gouvernent, non sur le fait qu’elles gouvernent. Sous le “socialisme”, le prolétariat ne se gouvernerait jamais lui-même mais devrait être encadré par une élite managériale de techniciens et d’experts (Doenecke aurait pu noter ici la marque d’égalitarisme de Dennis : son “socialisme” garantit que toute personne ayant les capacités requises, quelle que soit sa “classe”, peut rejoindre cette “élite managériale” sans que les habituelles interférences économiques ou sociales ne fassent obstruction).

Dennis s’est en outre démarqué de [Marx](#) et du marxisme en rejetant les conceptions selon lesquelles tout l’ancien ordre capitaliste de l’entreprise commerciale devrait être renversé par une [révolution violente](#) et que, même si un ordre “socialiste mondial” devait remplacer entièrement et universellement le capitalisme, la paix universelle en résulterait : les nations “socialistes” se battraient inévitablement entre elles, tout comme le font les nations capitalistes. De par sa critique de la guerre froide, soulignant la futilité de l’emprise de l’Amérique après l’hégémonie à la fois sur le marché économique mondial et sur le marché des idées, Doenecke trouve en Dennis un des premiers précurseurs des historiens révisionnistes de la “nouvelle gauche” [William Appleman Williams](#), [Gabriel Kolko](#) et [Lloyd C. Gardner](#). Dennis a également anticipé la thèse du “[fascisme rouge](#)” soutenue par d’autres historiens, notant la facilité avec laquelle “tout ce qui a été énoncé [par l’establishment interventionniste] contre Hitler peut être répété contre Staline et la Russie”.

Le premier numéro de *The Appeal to Reason* paraît la même semaine en 1946 que celle où Churchill prononce son discours sur le “[rideau de fer](#)” à Fulton (Missouri). Moment à la fois critique, décisif, opportun où Dennis prévient qu’une nouvelle intervention américaine dans le monde, cette fois-ci pour arrêter le péché communiste au lieu du péché fasciste, n’entraînerait que la propagation du communisme – et par contrecoup au plan intérieur l’amplification de “l’étatisme” tant déploré par les conservateurs bellicistes. À une époque – celle de la Longue Marche de Mao Tsé-toung vers le pouvoir en Chine – où les

conservateurs voyaient le communisme comme un monolithe mondial dirigé depuis Moscou, Dennis prédisait déjà que des divisions se développeraient au sein du “camp” communiste, la plus importante nation le composant étant celle d’Extrême-Orient, où existait “près d’un milliard de personnes dont on ne pourrait jamais faire des marionnettes des Slaves, même s’ils devenaient tous communistes”.

Dennis a souligné l’importance des préoccupations économiques de la “[porte ouverte](#)” [[Open Door policy](#)] dans la formulation et la mise en œuvre de la [doctrine Truman](#), qui a été élaborée en partie à destination du Moyen-Orient, pour protéger les intérêts de la *Standard Oil*. Dans l’ensemble, la doctrine a servi l’Amérique (qui refusait d’importer autant qu’elle exportait) comme un substitut aux énormes prêts étrangers que Wall Street consentait dans les années 1920 dans le cadre de ses poussées d’expansion du marché. “Nous aurons – écrivait Dennis en 1947 – un marché illimité pour les produits agricoles ou manufacturés américains ainsi que pour la chair à canon”.

Doenecke a poursuivi avec un exposé – à partir principalement des numéros de *The Appeal to Reason* – du processus de développement ultérieur de la guerre froide selon Dennis : au plan intérieur l’hystérie de la chasse au rouge (il était contre et soutenait que “tout espion assez stupide se faire prendre par notre FBI est un bon débarras pour les rouges”), l’émergence du Tiers-Monde en tant que force dans les affaires mondiales, enfin les signes d’une “convergence” progressive entre USA capitalistes et Russie communiste (tous deux devenant des États-providence technocratiques et managériaux avec des économies planifiées et des monnaies contrôlées). Avec la débâcle du Vietnam, le temps de l’Amérique était enfin révolu après un “longue et impressionnante liste de succès” dans la construction d’empire ; c’était “le début de la fin de l’intervention américaine et de l’[impérialisme d’outre-mer](#)”. Dennis a vu sa propre longue liste d’avertissements et d’observations malheureusement justifiée par les revers désastreux pour l’Amérique dans le monde la plupart du temps.

La critique précoce et continue par Dennis de la guerre froide a démontré la cohérence de sa pensée économique depuis ses débuts. Il considérait la guerre froide comme le soutien d’un capitalisme qui continuait de décliner ; une implication étrangère massive, une production militaire massive et permanente à grande échelle et une course à l’espace ont été les substituts que le capitalisme américain a élaborés pour remplacer la frontière perdue. L’inflation associée à tout cela, que ce soit à des taux plus élevés ou plus bas, empêchait un autre krach, et l’ensemble de l’activité et des dépenses maintenaient le chômage à des niveaux acceptables. Et il ne pouvait se produire une surproduction conséquente dans une guerre froide mondiale, avec ses besoins “illimités” de produits à la fois commerciaux – attractifs pour les “alliés” potentiels – et militaires, si ces attraits commerciaux ne fonctionnaient pas. La guerre froide était donc fonctionnelle pour l’Amérique – mais avec un coût et un risque élevés. Les buts moraux planétaires professés au nom de la lutte ne seraient pas atteints, et la survie de la civilisation ou de la vie elle-même était ce qui était en danger dans ce grand jeu géopolitique.

En conclusion de son étude, Doenecke soulève de nombreux points de prescience et de perspicacité diagnostique dans la critique de Dennis. Il en critique aussi d’autres, notamment la foi persistante de Dennis dans une élite managériale apte à remplacer l’ancienne élite des politiciens capitalistes/démocrates. Sa puissance descriptive (et prédictive) “était intrinsèquement une arme à double tranchant. L’élite bureaucratique sûre de son rôle qui, à ses yeux, devrait calmer l’ardeur de croisade des bellicistes pourrait tout aussi bien se révéler le tenant d’un dogmatisme absurde qu’il a si souvent déploré chez les masses. Bien plutôt, il surdéterminait le bien-fondé du nouveau système de gestion”. En dernier lieu, Doenecke revient sur la place de Dennis dans l’histoire intellectuelle, non tant pour lui donner postérité intellectuelle (Dennis reste encore largement méconnu voire ignoré) que pour saluer son originalité (un homme en avance sur son temps, porté par une écriture aux accents prophétiques pour défier l’horreur du [siècle américain](#)) : “Il a établi la relation entre frontières et marchés au moins vingt ans avant que la [Wisconsin School](#) en histoire diplomatique ne naisse”. Sans doute son exil intérieur après la Seconde Guerre mondiale a-t-il avivé l’implacabilité de son analyse : en lançant un bulletin d’information photocopié depuis son garage, libre de toute publicité et de toute pression éditoriale ou académique, il pouvait exercer une parole libre. Depuis cette période de confidentialité, plus de personnes, directement marqués par lui ou non, ont sans détour reconnu sa valeur disruptive.



\*\*\*

L'historien Ronald Radosh est très proche d'inspiration de Doenecke dans le premier des deux chapitres consacrés à Dennis dans son livre [\*Prophets on the Right : Profiles of Conservative Critics of American Globalism\*](#) (1975) (p. 275-322) (les autres "prophètes" étant Charles A. Beard, Oswald Garrison Villard, Robert A. Taft et John T. Flynn). Le premier chapitre se concentre sur Dennis en tant que "fasciste dissident américain" et examine ses positions des années 1930 jusqu'au début des années 1940, ainsi que ce qui lui est arrivé pendant la guerre pour les avoir prises. Le traitement du procès pour sédition est d'ailleurs plus fouillé que dans toutes les autres études sur Dennis. Il convient également de noter la scrupuleuse prise en compte par Radosh de la réaction à l'anti-capitalisme mature de Dennis (tel qu'exprimé dans *The Dynamics of War and Revolution*) de la part des intellectuels communistes américains, qui le prenaient vraiment très au sérieux. Ceux-ci, tout en affirmant que le fascisme prôné par Dennis ne reviendrait qu'à un capitalisme d'État réactionnaire et à la répression des travailleurs, pouvaient néanmoins trouver beaucoup de pertinence à sa critique du capitalisme libéral à l'ancienne et des folies de la démocratie, alors qu'elle était jugée irrecevable par le libéralisme conventionnel ou le conservatisme.

Le deuxième chapitre sur Dennis le considère comme "Un critique laissez-fairiste de la guerre froide". Ce titre n'est pas sans instiller un malaise diffus, que la lecture du chapitre ne suffit pas à dissiper : Radosh affirme que Dennis après la Seconde Guerre mondiale "est revenu" à la théorie économique du laissez-faire et a développé un "laissez-fairisme persistant" (p. 299). Le problème avec cette affirmation est qu'elle se révèle abusive – du moins si on prend "laissez-faire" dans toute l'acception du terme et non en un sens restreint comme Radosh. Il ne cite à cet égard qu'un seul passage (tiré d'un numéro de *The Appeal to Reason*) pour justifier directement cette affirmation : Dennis y évoque une époque où "les dissidents, les rebelles et les non-conformistes" pour des raisons "d'expression religieuse ou intellectuelle, de liberté et d'indépendance" partageaient la dynamique capitaliste avec les hommes de pure cupidité. À partir de cela et de quelques autres déclarations (où Dennis décrit le complexe militaro-industriel contemporain, contre lequel il est tout à fait opposé, comme "socialiste" ou "socialiste totalitaire"), Radosh tente de montrer que Dennis a non seulement renoncé au fascisme mais a également viré en un libéral économique. La vérité est que Lawrence Dennis est devenu un libéral économique classique à peu près dans la même mesure que [Ludwig von Mises](#) est devenu un marxiste. Si Radosh avait effectué une lecture minutieuse d'*Operational Thinking for Survival*, la somme de 1969 qui a couronné sa réflexion sur l'après-guerre (Radosh ne mentionne ce livre qu'une seule fois, dans une note de bas de page à l'avant-dernière page de son chapitre), il aurait réfléchi au moins deux fois avant de présenter une image de Dennis en partisan du "laissez-faire". (En particulier, il aurait pu méditer le premier appendice – "Is the 'New Economics' a success or a failure ?" – dans lequel les laissez-fairistes sont poliment ridiculisés).

Les propos admiratifs de Dennis pour le capitalisme entrepreneurial à petite échelle et à l'ancienne "des dissidents, des rebelles et des non-conformistes", auxquels Radosh accorde autant de poids qu'un revirement intellectuel, n'ont en réalité rien de nouveau ou de remarquable dans le corpus des écrits de Dennis. Dennis tenait le même discours – à propos des composantes non économiques ou "spirituelles" de l'activité économique et d'autres activités à l'apogée de la "révolution capitaliste" en Amérique – lorsqu'il enthousiasmait les gauchistes avec ses premières attaques tranchantes contre les entreprises commerciales américaines, et plus tard lorsqu'il proclamait son fascisme. Radosh aurait bien fait de considérer, comme Alan Pendleton Grimes l'avait fait vingt ans plus tôt, la discrète dichotomie que Dennis a toujours opérée entre capitalisme entrepreneurial "indépendant" et "grande" entreprise ou entreprise monopolistique : le premier pouvait être motivé par toutes sortes de motifs (tels que ceux nommés par Dennis dans le passage cité par Radosh), le second était plus susceptible d'être motivé par une pure stratégie de gain – mais à l'ère de la frontière américaine, les tendances des deux réunies pouvaient se compléter et se sont complétées l'une l'autre, se combinant pour remplir un vaste objectif social en développant et définissant la jeune conscience nationale et en façonnant dans le même élan l'ordre concret des affaires. Or le point de vue de Dennis intégrait le fait qu'avec le passage de la frontière, une telle condition ne tenait plus ; le dynamisme social / spirituel des "frontaliers" américains en quête de

gloire personnelle ou nationale avait été remplacé par un dynamisme commercial omniprésent ne poursuivant que des résultats comptables. Il n'y avait pas de remplacement pour la frontière, et l'ère du laissez-faire en tant qu'utile et bénéfique socialement et nationalement était révolue et ne reviendrait pas.

Ainsi Radosh, en déclarant que Dennis "est revenu" à son engagement envers le laissez-faire et s'est converti en laissez-fairiste, non seulement mésinterprète complètement la position de Dennis (une erreur qu'il aurait facilement pu éviter en examinant le dernier livre de Dennis) mais se trompe aussi sur la notion de "retour", tant en ce qui concerne Dennis personnellement (il ne pouvait pas "revenir" à une position qu'il n'avait en fait jamais tenue) qu'en ce qui concerne l'analyse plus large : le point focal de Dennis, un point constant qui a informé ses œuvres de la première à la dernière, s'avère sans appel : concernant l'ère du laissez-faire en Amérique *le retour en arrière était impossible*.

Radosh mésinterprète similairement les jugements de Dennis quant au caractère "socialiste" de l'économie militaro-industrielle américaine pendant la guerre froide (p. 300). Il semble ne retenir que le fait qu'ici Dennis critique et déplore ce "socialisme" en tant que tel, plutôt que de simplement : a) critiquer les origines et utilisations de ce développement dans l'interventionnisme planétaire, et b) exposer la fraude et l'hypocrisie d'un système qui affirme invariablement son attachement à la "libre entreprise" tout en pratiquant un mode de fonctionnement "socialiste" afin de combattre et endiguer le socialisme ! Dennis manifestait un fort penchant pour l'expression ironique dans ses écrits, souvent proche du sarcasme, et l'un de ses modes favoris d'argumentation pour défier ses adversaires était de mesurer et de considérer leurs actions, ou les résultats de leurs politiques, non pas sur les siens mais sur leurs propres termes professés, trouvant précisément en ceux-ci une défaillance de sens – voire un usage antithétique. [Une erreur, source de toutes les erreurs, et qui semble commune à tous les hommes, c'est de juger le mot au lieu de la chose : ce qu'ils ont condamné sous une dénomination, ils l'approuvent sous une autre, notait déjà Malesherbes] Ce procédé est flagrant dans son brocardage d'un *establishment* entremêlant politiques et grandes entreprises durant la guerre froide, qui de plus affiche un dévouement au modèle américain de libre entreprise tout en s'efforçant, au nom d'une lutte mondiale contre les opposants à ce modèle, d'éluder sur un plan intérieur la complaisance dans un partenariat subventionné permanent entre grandes compagnies et gouvernement. La dénonciation de l'hypocrisie et la déploration de ses finalités internationalistes étaient les angles d'attaque de Dennis contre ce "socialisme", et en rien une attaque contre le "socialisme" ou le partenariat public-privé en soi, une subtilité qui semble avoir échappé à Radosh.

Radosh échoue donc dans sa tentative de reconsidérer Dennis en laissez-fairiste repent, une révision critique qui impliquerait un travail considérable pour établir que Dennis pourrait rejeter allègrement un principe fondamental de sa pensée durant des décennies et apparemment sans même s'en rendre compte. Cela impliquerait également d'expliquer comment il se peut que d'autres commentateurs récents de Dennis, y compris Justus Doenecke – celui qui, pour reprendre Radosh même, a "ouvert la voie à la réévaluation de Lawrence Dennis" – soient passés complètement à côté de cet aspect du sujet.

Pourtant, mis à part le fourvoiement de sa thèse, le chapitre de Radosh reste très estimable. À bien y regarder, la thèse, même si elle apparaît dans le titre du chapitre, n'occupe pas vraiment une place centrale dans l'ensemble de la présentation, qui a le mérite d'offrir la discussion explicative la plus approfondie à ce jour des critiques de Dennis sur la guerre froide. Le problème de Radosh réside simplement dans sa volonté trop rapide d'étiqueter Dennis "comme" quelque chose en termes idéologiques familiers – et ce travers, pour être exact, n'est pas relatif dans cet ouvrage au seul traitement de Dennis [29]. En tout cas, et dans des jugements avec lesquels il ne peut y avoir d'objection, Radosh estime en définitive Dennis "notre critique le plus ancien et le plus cohérent de la guerre froide", et celui qui le premier, bien avant William Appleman Williams [30], a repris la "thèse de la frontière" de Turner et l'a appliquée aux relations entre la politique, l'idéologie et l'économie en analysant le nouveau rôle activiste de l'Amérique dans les affaires mondiales.



## Une réhabilitation qui tarde

J. Doenecke notait déjà en 1972 qu’“une biographie complète [de Dennis] s’avère vraiment indispensable” [31]. En 2001, c’est toujours le cas, et ce qui ressort de prime abord dans les traitements monographiques de Dennis parus depuis 1972, par Doenecke lui-même et par d’autres, c’est qu’ils restent si peu nombreux pour celui qui eut un impact intellectuel et politique indéniable sur son époque, comme en témoigne le volume imprimé de cette époque. Même sur la petite échelle d’une monographie, il n’y a pas encore eu de tentative de traitement mesuré et synthétique de toutes les lignes de pensée de Dennis, aux fins d’une évaluation d’ensemble ; au lieu de cela, il y a eu des traitements consacrés à des domaines particuliers. Sa pensée économique a eu tendance à s’effacer dans ces traitements. Il est certain que tout biographe de Dennis devrait être versé dans l’économie politique et l’histoire économique pour à la fois comprendre et critiquer les thèmes de son sujet [32].

Il est plus que temps de se livrer à une critique majeure de toutes ces idées. Dennis a en effet couvert un vaste domaine de questions dans sa carrière prolifique et diversifiée en tant qu’observateur intellectuel de son temps, une période de bouleversements et de changements politiques, sociaux et économiques considérables dans ce pays et dans le monde. Son parcours fut long et mouvementé : fonctionnaire du Département d’État au cœur d’une révolution précoce du “tiers-monde”, cadre bancaire au début de l’effondrement économique, critique du capitalisme pendant la dépression, partisan du fascisme, opposant à l’intervention lors de la Seconde Guerre mondiale, personnage clé dans l’une des affaires juridiques majeures de notre époque en matière de libertés civiles et de liberté d’expression, analyste de la guerre froide et du “nouveau style” de partenariat entre grandes entreprises privées et gouvernements américains. Son rôle intellectuel fut bien plus que celui d’observateur et de critique. Son impact politique est incontestable, même s’il se limite surtout à la période du New Deal avant et pendant la guerre, et même si ce n’est pas tant à cause de son impact sur la politique gouvernementale qu’en raison de ce qu’on pourrait appeler “l’anti-politique” qu’il a été tenu par les décideurs politiques et partisans du New Deal comme un adversaire contre lequel, de par son influence potentielle, le public devait être mis en garde, et finalement comme un danger réel qui devait, si possible, être muselé par la loi. C’est justement en tant que figure “anti-” qu’on se souvient surtout de lui quand il est évoqué en passant. C’est probablement approprié, car Lawrence Dennis n’a jamais rien remporté.

Le fait qu’une partie au moins de ce qu’il avait à dire aurait pu néanmoins mériter un examen sérieux de la part des décideurs politiques est une possibilité que les universitaires n’ont ouvertement admise que très récemment. Pourtant, tous ceux qui l’ont considéré au fil des ans, qu’il s’agisse d’opposants polémiques des années 1930 et 1940 ou d’universitaires neutres des années 1970 et plus tard, ont partagé avec lui son exigence intérieure résonnant comme un défi à son époque : l’Amérique du XX<sup>e</sup> siècle n’avait pas eu d’opposition au [libéralisme, politique et économique](#), plus articulée et plus vigoureuse que celle de Lawrence Dennis. C’est ce qui le rend si inclassable : en remettant en question le libéralisme, tant dans sa forme “classique” plus ancienne que dans sa forme moderne, il remettait également en cause à la fois le conservatisme et le libéralisme de son époque, qui régnaient en maître.

► Keith Stimely, [The Occidental Quarterly](#) n° 1/2001.

[version anglaise : [html](#) - [autre html](#) / [pdf](#)] [[pdf VF](#)]

Notes :

1. James Burnham a été pris ouvertement pour cible en raison de larges “emprunts intellectuels” – qui plus est non attribués. Le politologue David Spitz a démontré de manière convaincante la dette intellectuelle de Burnham envers les écrits publiés antérieurement de Lawrence Dennis autant dans les concepts clés que dans la phraséologie. Voir David Spitz, [Patterns of Anti-Democratic-Thought](#) (1949), p. 300 et p. 308-309, ce dernier présentant une comparaison concept par concept et page par page. Max

Nomad, dans *Aspects of Revolt* (1932, p. 15), a affirmé que Burnham avait pris l'idée de la "révolution managériale" des discussions des idées du révolutionnaire polonais du tournant du siècle [Jan Waclaw Makhaïski](#) [Sur Rizzi et Makhaïski, lire [Agone n°41/42](#), 2009]. Pour lui, Burnham était "un auteur qui n'accordait aucune mention à ses prédécesseurs quand bien même il fut professeur d'éthique" (*Apostles of Revolution*, 1939). Bruno Rizzi et d'autres ont accusé Burnham d'avoir plagié *La Bureaucratization du Monde* de Rizzi (publié sous le diminutif de "Bruno R.", Les Presses modernes, Paris, 1939) [[rééd. partielle](#), Champ Libre, 1976, [recension](#), où [Guy Debord](#) avertit froidement : "L'Américain Burnham fut le premier à se faire un nom, avec *L'Ère des organisateurs*, en récupérant tout de suite cette critique prolétarienne de la bureaucratie, la travestissant pour son compte en éloge inepte d'une hausse tendancielle du pouvoir de décision et de compétents 'managers' dans l'entreprise moderne, au détriment des simples détenteurs de capitaux"], un ouvrage qui figurait de manière importante dans les controverses doctrinales trotskistes de 1939-40, afin de écrire *The Managerial Revolution* (1941) [trad. fr. : *L'Ère des organisateurs*, 1947] ; voir Adam Westoby, « [Introduction](#) », dans [Bruno Rizzi](#), *The Bureaucratization of the World* (Free Press, NY, 1985 [[recension](#)] ou Tavistock Press, Londres, 1985 [[recension](#)]). [voir aussi Samuel Francis, *James Burnham*, Claridge Press, Londres, 1999, p. 26-27, pour une réfutation des charges de plagiat par Burnham. Précisons que S. Francis y élabore le concept d'[État managérial](#) utilisé pour critiquer la démocratie procédurale moderne]

2. L'exposé le plus systématique sur le pouvoir sans propriété se trouve dans Adolf A. Berle, *Power Without Property : A New Development in American Political Economy* (Harcourt, Brace & World, NY, 1959), mais l'idée avait été ébauchée dans le célèbre ouvrage de Berle avec Gardiner C. Means, *The Modern Corporation and Private Property* (1933) [[présentation](#)] [[rééd. 1968](#)] [[analyse](#)] [[enjeu](#)], et enfin affiné dans *Power* (1969). Dennis et Berle ne pouvaient en aucun cas s'entendre sur autre chose que sur le fait que le contrôle dans les sociétés passait rapidement des entrepreneurs-propriétaires aux techniciens-gérants ; voir l'approche de "bonimenteur de foire" par Berle à l'égard de l'entreprise commerciale américaine dans *The Twentieth Century Capitalist Revolution* (1954) et *The American Economic Republic* (1965) qui contraste avec celle de "médecin légiste" par Dennis dans toutes ses œuvres.

3. Max Nomad, [Rebels and Renegades](#) (1932 ; rééd. Books for Libraries Press, NY, 1968), *Apostles of Revolution* (1939 ; rééd. Collier Books, NY, 1961), *Aspects of Revolt* (Bookman Associates, NY, 1959) et *Political Heretics* (University of Michigan Press, Ann Arbor, 1963).

4. James Burnham, dans *The Managerial Revolution* (1941), a proposé l'expression "élites managériales". Il en donne une explication sommaire dans « [The Theory of the Managerial Revolution](#) », *Partisan Review*, VIII (1941), pp. 181-97 ; les premiers échos de cette théorie, issue des controverses de Burnham avec la Quatrième Internationale trotskiste, se retrouvent dans deux textes, "[Science et style : une réponse au camarade Trotsky](#)" (1940) et "[Lettre de démission de James Burnham au Parti des travailleurs](#)" (1940), reproduits dans Leon Trotsky, in : *Defence of Marxism* (Pathfinder Press, NY, 1976) [trad. fr. : [Défense du marxisme](#), Edi, 1972]. Une étude sérieuse de l'ensemble de la pensée de Burnham est celle de Samuel T. Francis, *Power and History : The Political Thought of James Burnham* (1984). Pour un aperçu historique et analytique des applications commerciales du concept associé au nom de Burnham, voir Alfred Chandler, *The Visible Hand : The Managerial Revolution in American Business* (1977) [trad. fr. : *La Main visible des managers*, d'Alfred Chandler, Economica, 1989, [présentation](#)].

[Le sociologue [Charles Wright Mills](#) se démarqua très tôt de Burnham (le rapprochant de Dennis). Cf « [A Marx for the Managers](#) » (*Ethics* n°2, 1942). Pourtant tous deux cherchaient à approfondir le rapport entre marxisme et élitisme. Pour Mills, Burnham, nonobstant sa radicalité, justifiait la mobilisation pour le capitalisme de son époque, ce qui ne pouvait qu'exhorter Mills à affiner son cadre théorique et sa psychologie des institutions et des rôles sociaux. Dans sa recherche consacrée aux leaders syndicaux aux États-Unis, son objectif est clairement la réfutation de *L'Ère des organisateurs*. Il ouvre ainsi en son temps un [débat](#) au sein de la [sociologie politique des élites](#) : Le pouvoir politique des élites ne résulte pas du pouvoir économique (domination des classes dirigeantes selon le marxisme) mais de leur rôle au sein du jeu institutionnel. Dans *The Power Elite* (1956 ; trad. fr. : *L'Élite au pouvoir*, [Agone](#), 2012, [recension 1](#), [recension 2](#), [recension 3](#), [extrait 1](#), [extrait 2](#), [extrait 3](#)), Mills évoque l'émergence d'un "[triangle du](#)

pouvoir” entretenant la pérennisation d’une économie de guerre, autrement dit la collusion des militaires, industriels et politiciens dans un “complexe militaro-industriel” (*military-industrial complex*), dénoncé – ironie de l’histoire – par Eisenhower lui-même dans son discours de fin de mandat présidentiel en 1961]

5. Les romans de George Orwell *1984* (1949) et *Animal Farm* (1946) mettent en scène cette stratégie de la tension. Instructif dans le contexte actuel est le point de vue d’Orwell sur Burnham exposé dans deux articles “James Burnham and The Managerial Revolution” et “Burnham's View of the Contemporary World Struggle”, tous deux dans Sonia Orwell et Ian Angus (dir.), *The Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell*, Vol. IV : In Front of Your Nose, 1945-1950 (1968) [Trad. fr. : « James Burnham et l’ère des organisateurs », « La lutte pour la domination mondiale selon Burnham », in : *Essais, articles, lettres, vol. 4, Ivrea*, 1996. Signalons également la recension en 1944 des *Machiavéliens* de Burnham dans : Écrits politiques 1928-1949, Agone, 2009]. On trouvera par ailleurs une magistrale lecture croisée entre le thème orwellien de la guerre pour relancer l’économie (et la consommation interne) et le monde réel des années 50 dans Harry Elmer Barnes, « How ‘Nineteen Eighty-Four’ Trends Threaten American Peace, Freedom, and Prosperity », écrit en 1953 mais publié pour la première fois 27 ans plus tard dans Barnes, *Revisionism : A Key to Peace, and Other Essays* (Cato Institute, SF, 1980), pp. 137-76.

[Getting along with Communism, Stalinist or Maoist, was something which hardly tasked their powers. The English writer George Orwell fully recognized the ability of the two Eurasian Red worlds to “co-exist” with the non-Communist Western one, and the necessary part all three played in propping up one another and providing each in tum with excuses for their home populations when they adopted one program or another, despite occasionally sounding as though they were the most implacable of opponents. This is the core of Orwell’s famed novel *Nineteen Eighty-four*, originally titled *Nineteen Forty-eight*, and published in 1949. This book was not a futuristic science fiction tale ; in novelized form it described the real world of 1948, and everything in it was either in existence or well along the line of production. And his description of the beatings and coolings, the hostilities and the detentes, among the three-fold world masters, was anything but an imagination of things to come. As for the purely Soviet vs. “Western world” confrontation, with all its spy scares and provocative episodes, despite it all, they both managed, with great solemnity, to exchange the job every month of guarding seven German prisoners in the immense Spandau prison in Berlin, a ceremony of far more than passing interest and even greater significance in revealing who their common enemy really was. The Cold War neatly concealed their joint conduct of warfare on the Germans for years after the formal termination of the shooting in May, 1945.

In the USA, the dominant forces of finance, industry, commerce and agriculture must have gone to considerable effort to suppress a continuous guffaw while trembling in public about the “menace of Communism”, and pursuing minor functionaries (but never anyone of substantial prominence) for allegedly advancing the interests of the other via some espionage caper. Though reenacted in many ways, as Orwell correctly recognized, this was essentially a deception, and intended to make easier the advancement of domestic policy, though his effort to alert the English-speaking world about the nature of this basically dishonest “cold war”, via the devices of fiction, was shortcircuited. The clever conversion of his commentary in novel form on the world of 1948 into a tale supposedly of things in the world to come, some 35 years away, was a publisher’s smart sales ploy as well as a fundamental diversion of its readers from its real message. Had *The Balance Sheet of Ratification* 195 Orwell lived, it would have been interesting to see if he would have commented on the basic alteration achieved in distorting his principal thesis.

The “West” faced about as much of a threat to their economic power from Communism as the world of the Industrial Revolution even in its early decades faced from a system no further along than stone hatchets. They had put down the *real* threats to their power in destroying the Halo-German-Japanese revolutionary upstarts, whose incredible energy and organizing genius, even considering their considerable handicaps, must have thrown a serious fright into many of their antagonists in the struggle of 1939-1945, especially when they thought about the future. The new world now in the hands of the “victors” had to be structured so as to keep them *down*, not so much as to keep the Communists *out*, though it had to appear



as though the latter were the sole motivation. The last thing the “free world” feared was the spasmodic and sickly productivity and the outrageously poor quality of the output of the Red world ; only the most desperately poor considered Communist products worth striving to possess, and 35 years after war’s end, it was still unordinary to see Communist artifacts in the “West”, with the exception of weapons. Only the gross distortions of central planning, which kept the Red civilian-consumption sector largely in the final quarter of the 19th century, made possible the lopsided allocation of resources resulting in good guns. There were few who feared a system which could not even feed itself, but its publicized ominousness, used as public policy made the civilian population of its apparent adversary also amenable to control which they otherwise might not have endured at all. Even in the Far East, a totally battered and flattened Japan, by comparison with the victorious Reds of China, still were to be calculated at an advantage best measured in terms of a century of more, perhaps two, in some opinions, over a regime which even after a generation was best known for ping pong. For the “liberators”, converting the vanquished into economically powerful political satellites was the main job lying ahead ; the “free world” had learned the hard way what Lawrence Dennis had meant when he spoke of “the bloody futility of frustrating the strong”.

In the meantime, however, the sham had to be carried on, since an enemy somewhere had become an operational necessity for the victor regardless of location. Foreign policy was simply the major tool in controlling and directing domestic policy. In Orwell’s book it was frankly endorsed and employed as basic dynamics ; in the “real world” it was too, only that domestic manipulation via foreign policy simply had to be disguised and never admitted regardless of circumstances.

— James J. Martin, [\*The Man who Invented “genocide” : The Public Career and Consequences of Raphael Lemkin\*](#), 1984]

6. Les énoncés de principe de Beard sur ces points de vue sont apparus dans deux livres écrits en collaboration avec George HE Smith, *The Idea of National Interest* (1934) [[consultable](#)] [[recension](#)] [cf « [The Idea of the National Interest](#) », Henry W. Brands, *Diplomatic History* n° 2/1999] et *The Open Door at Home* (1934). Ils ont refait surface avec vigueur dans ses *Giddy Minds and Foreign Quarrels* (1939) [[extrait](#)] et *A Foreign Policy for America* (1940). [Sur la conception de la politique étrangère chez Beard, lire le [chapitre 4](#) qui lui est consacré dans *From Vienna to Chicago and Back : Essays on Intellectual History and Political Thought in Europe and America*, Gerald Stourzh, 2007]

[Sur la notion d’intérêt général : « [Contribution à l’analyse de l’idéologie de l’intérêt général](#) », F. Rangeon & JF Vasseur & C. Legrand, « [Intérêt général, décision, pouvoir](#) », JL Laville, in : *Discours et idéologie*, PUF, 1980 ; ainsi que la contestation de cette notion par l’économiste anarcho-capitaliste Pierre Lemieux, « [L’État idéal à la rescousse](#) », 2013, « [The Impossibility of Populism](#) », 2021. — Pour nuancer chez Marx la dénonciation de l’idéologie de l’intérêt général comme idéologie de la classe dominante, lire : « [Intérêt général, intérêt de classe, intérêt humain chez le jeune Marx](#) » (S. Roza, 2017), « [L’apport de Marx à la théorie de l’État](#) » (H. Desbrousses, 2007). — Sur le rapport intérêt national / coopération transnationale : « [International Ideals and the National Interest](#) », Frederick L. Schuman, in : *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1952 ; « [National interests and foreign policy](#) », Donald Nuechterlein, in : *British Journal of International Studies* n° 3/1976]

7. Le grand apport de Keynes est bien sûr sa [Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie](#) (1936), dans laquelle il expose de façon posée son cadre théorique de la production globale. Une version antérieure de sa critique de l’économie classique se trouve dans sa brochure [The End of Laissez-Faire](#) (1926). La littérature critique sur Keynes est vaste. De bons points de départ sont Robert Lekachman, *The Age of Keynes* (1966) [[recension](#)] et (dir.), *Keynes’ General Theory : Reports of Three Decades* (1964). L’historien James J. Martin a fait remarquer qu’il suffirait simplement de consulter les numéros de la *Harvard Business Review* de la fin des années 1920 pour trouver des preuves de très nombreuses idées “keynésiennes” circulant dans les cercles intellectuels américains avant la parution de la *Théorie générale*. Les influences de Keynes et des “keynésiens” — quoique graduelles — sur la théorie et la politique dans les États libéraux-démocratiques ont toujours été reconnues ; beaucoup moins traitée a été

la question de son influence sur les États fascistes, de même que la prise en compte et l'adoption par ces derniers de politiques présentant de fortes similitudes dans leur principe avec ce que nous appellerions le "keynésianisme". On doit à James Martin d'avoir rappelé au public que Keynes écrivit une introduction spéciale à la traduction allemande de la *Théorie générale* publiée en 1936 dans un pays sous régime national-socialiste ; voir « JM Keynes's Famous [*sic* : c'est la redécouverte de Martin] Foreword to the 1936 German Edition of the "General Theory" », pp. 197-205 dans J. Martin, *Revisionist Viewpoints : Essays in a Dissident Historical Tradition* (1971).

8. [Norman Thomas](#), recensant *Is Capitalism Doomed ?* dans *World Tomorrow*, XV (juin 1932), écrit : "Nulle part je n'ai vu une plus virulente attaque contre la notion de finance internationale des banquiers. D'un point de vue socialiste, M. Dennis néglige ou semble négliger les facteurs de grande importance, mais les facteurs qu'il examine, il les traite de la manière la plus incisive. (...) Malgré cette critique, je tiens à recommander chaleureusement le livre de M. Dennis. Le socialiste convaincu y trouvera plus de munitions que dans la plupart des livres radicaux". [Rappelons qu'au début des années 30, les articles de L. Dennis sur la finance dans l'hebdomadaire *The Nation* côtoyaient souvent ceux aussi incisifs de N. Thomas, par ex. « [A Socialist Program for Banking](#) », *Nation* n° 3533, 1933]

Le marxiste britannique [John Strachey](#), traitant du même titre dans son livre *The Coming Struggle for Power* (1932) qualifie Dennis comme "admirablement réaliste quand il montre les contradictions fatales inhérentes au capitalisme à grande échelle. (...) Il a écrit une analyse de la crise [du capitalisme] de loin plus pénétrante que celle rédigée par n'importe quel économiste capitaliste professionnel" (p. 149-150). Dennis avait écrit une critique largement favorable du livre de Strachey lors de sa première parution : « [A Communistic Strachey](#) », *Nation*, 8 mars 1933, pp. 264-65. [Sur les rapports Dennis-Strachey, cf Horne p. 47 : "Matthew Josephson knew that this former State Department official had been 'friendly' with the British progressive, John Strachey, and 'afterward he had explored with him the merits of communism, Dennis had concluded that communism would take too long to gain acceptance in America' but still being ever more critical of the status quo and desirous of far-reaching change that would shake the foundations of the nation, became attracted to fascism which – at least in its early stages—was not as controversial as V. I. Lenin's creation in Eurasia"]

[Ci-contre Strachey en 1945. D'abord, infatigable propagandiste d'un marxisme apocalyptique, et proche compagnon de route du parti communiste britannique des années 1930, il rompt avec celui-ci en 1940, s'éloigne du marxisme et devient député travailliste (1945-1963). En 1945, il entre au gouvernement comme ministre du Ravitaillement (1945-1950). Selon Strachey, l'évolution de la pensée économique de Keynes au début des années 1930 cachait son incapacité à comprendre que le capitalisme ne pouvait pas être réformé (cf *The Nature of Capitalist Crisis*, 1935). Strachey changera progressivement d'avis, grâce notamment à l'influence intellectuelle de Keynes et à l'évolution de ses solutions réformistes. Cf [John Strachey : An intellectual biography](#), Noel W. Thompson, 1993. Pour resituer son affinité avec Dennis en 1932, ce passage de Lewis S. Feuer (in : *Ideology and the Ideologists*, 2010) nous éclairera sur l'aura du théoricien :

Dès les années 1930, John Strachey avait totalement rejoint l'idéologie communiste marxiste. Il fut pendant plusieurs années le "maître à penser" de la gauche en Amérique, ouvrant la voie à un renouveau de l'idéologie marxiste, en laquelle l'ère stalinienne au début des années trente donnait expression. Son livre, *The Coming Struggle for Power*, fut le livre idéologique le plus influent parmi les jeunes intellectuels américains à cette époque. Au début des années 30, une division inter-générationnelle apparut dans les rangs des rédacteurs et écrivains de *The New Republic*, principal organe des intellectuels américains. Les plus jeunes étaient attirés par l'idéologie ; les anciens étaient désidéologisés. "Les jeunes hommes du cercle de *The New Republic*, contrairement aux plus âgés et impassibles, étaient impatients de l'avènement de la Révolution ; ils en parlaient, en rêvaient". Il y avait un contraste en 1931 et 1932 entre des hommes tels que Felix Frankfurter, plus tard juge à la Cour suprême des États-Unis, et les "jeunes littéraires sauvages" de ce cercle, écrivait Matthew Josephson, qui en faisait partie. Les anciens prévoyaient de voter pour le désigné candidat démocrate à la présidence, tandis que les jeunes idéologues soutenaient le candidat communiste. Ce qui était primordial, écrivait Josephson en juillet 1932, était "de

prendre parti pour les extrémistes, les militants de toutes sortes, qui peuvent secouer notre société inerte jusqu'au réveil". Au milieu de 1935, le mot "révolution" était devenu un symbole majeur de la nouvelle génération idéologique. Pour être écouté sur n'importe quel sujet, que ce soit en politique, en morale, en art ou en science, il fallait arguer une position de "révolution". (...) La "Révolution" entra dans une phase déclinante après la Seconde Guerre mondiale. En 1960, sa valeur sur le marché des idées recommença à atteindre des niveaux sans précédent]

9. Le président Roosevelt, dans son [discours](#) sur l'état de l'Union du 6 janvier 1941 au Congrès, a tenu à mentionner ceux qui, non seulement "avec des cuivres résonnants", mais aussi avec "un tintement de cymbales", ont prêché "le -isme du pacifisme". Le mois précédent, il avait diligenté le secrétaire à l'Intérieur [Harold L. Ickes](#) pour dénoncer nommément ceux qui constituaient le "groupe des pacifistes à l'œuvre". Ickes proclama dans son discours à l'Université de Columbia le 17 décembre 1940 que Lawrence Dennis était "la tête pensante du fascisme américain". Cela suscita une réplique publique acerbe de la part de Dennis : "La réalité en Amérique qui se rapproche le plus du fascisme est M. Ickes et la réalité qui vient ensuite est le troisième mandat de M. Roosevelt. J'ai écrit un livre sur *The Coming American Fascism* et prédit qu'il passerait par une guerre contre le fascisme. Depuis, j'ai dit à plusieurs reprises que M. Roosevelt et son New Deal étaient les seules tendances fascistes importantes en Amérique. Je n'ai jamais appartenu ni été lié à aucun mouvement ou organisation à caractère politique de toute ma vie". Voir « ["The Ism of Apaisement" : Roosevelt Brands Foes of His Foreign Policy](#) », *Life*, 20 janv. 1941, pp. 26-27, et "MK Hart exige qu'Ickes se rétracte ; L. Dennis conteste le droit d'attaquer le caractère et les motivations des conciliateurs", *New York Times*, 19 déc. 1940, p. 22.

10. Dennis et l'avocat Maximilian St. George se sont prononcés sur le procès dans [A Trial on Trial : The Great Seditious Trial of 1944](#) (National Civil Rights Committee, Chicago, 1946), une autopsie de 503 pages de l'un des cas de poursuites fédérales les plus étranges cas dans l'histoire de ce pays. Des excuses tardives pour le procès et la dernière tentative de condamnation des accusés, cette fois devant le tribunal de l'opinion publique moins exigeant en matière de preuve, ont été présentées par le procureur en chef [O. John Rogge](#) dans [The Official German Report](#) (Thomas Yoseloff, NY, 1961), un titre des plus intrigant pour un livre qui n'était ni "officiel", ni "allemand", ni un "rapport" [il s'agit d'une diatribe rédigée en 1944]. Entre-temps, cinq ans à peine après son "extravaganza" sur la "sédition de masse", Rogge exprima dans *Our Vanishing Civil Liberties* [Nos libertés civiles en voie de disparation] (Gaer Books, NY, 1949) son inquiétude la plus vive et la plus outrée au sujet de quelque chose comme la diffamation gouvernementale des dissidents et les procès-spectacles politiques pour eux ; à l'époque, il agissait en tant qu'avocat de la défense de membres du Parti communiste américain jugés pour des violations de la loi Smith. Ceux qui ne seraient pas surpris par le manque de cohérence de Rogge en tant que défenseur des libertés civiles et de la liberté d'expression pourraient l'identifier comme le spécimen d'une nouvelle espèce dans la vie intellectuelle américaine : le "libéral totalitaire", parfaitement capable par rapport à ses principes de faire un virage à 180 degrés sans le moindre scrupule ou cas de conscience. [Dans le [Journal of Historical Review vol. 06](#), 1985, on pourra consulter une recension de *A Trial on Trial* pour sa réédition ainsi qu'un article de David Baxter sur le procès]

Une volte-face particulièrement frappante des "libéraux totalitaires" fut le soutien indéfectible (ou l'acquiescement) aux efforts pendant la Seconde Guerre mondiale pour faire taire, enfermer, ou mettre sur liste noire les non-interventionnistes pour lesquels les qualificatifs de "séditieux" ou "conciliateur" servaient de bien pratiques moyens de dénigrement, tout comme pendant la guerre froide pour faire taire, enfermer ou mettre sur liste noire ceux opposés aux efforts de guerre on les accusait de communisme [et de pactiser avec l'ennemi] – se rendant ainsi, ironie de l'histoire, susceptibles de subir le même réquisitoire maccarthyste de "trahison" et de "complicité avec un État jugé violent". Une description haute en couleur, bien que peu réjouissante, de ce phénomène a été donnée par l'historien Harry Elmer Barnes dans son pamphlet *The Chickens of the interventionist Liberals have come home to roost : The bitter fruits of globaloney* (tirage confidentiel, 1954). Plus récemment, l'historien [Leo Ribuffo](#) a avancé le terme "Brown Scare" [peur des bruns] pour suggérer que la route vers la "Red Scare" de la fin des années 1940 et du début des années 1950 a été pavée en partie par les libéraux eux-mêmes en raison de leur comportement d'avant-guerre et durant la guerre. Voir ses « [Fascists, Nazis, and American Minds :](#)

[Perceptions and Preconceptions](#) » (*America Quarterly* n°4/1974) et *The Old Christian Right : The Protestant Far Right from the Great Depression to the-Cold Guerre* (1983) [[recension](#)].

[On pourra rapprocher cette critique politique avec celle sociologique des “[effets pervers](#)” chez R. Boudon, à savoir l'écart entre intention et résultat. Un exemple récent, grâce aux [révélations de Snowden](#) sur la NSA en 2013, serait le passage de la surveillance de masse à la paranoïa généralisée par l'administration américaine]

11. Pour constater la stigmatisation de Dennis après guerre à travers la mise à l'écart des médias officiels, il est possible de comparer la liste avant-guerre des recensions de ses livres avec celle après-guerre, au moyen de la bibliographie qui figure à la fin de cette étude. Le *Book Review Index*, le *Combined Retrospective Index to Book Reviews in Scholarly Journals 1886-1974* et le *Combined Retrospective Index to Book Reviews in Humanities Journals 1802-1974* énumèrent un grand total de zéro critique de *A Trial on Trial* et une critique du dernier livre de Dennis, *Operational Thinking for Survival* (1969). James J. Martin, le directeur de Ralph Myles Publisher, nous a confirmé que, malgré l'envoi d'une centaine d'exemplaires en service presse d'*Operational Thinking* lors de sa publication, une seule recension fut publiée – par le vieil ami de Dennis et adversaire politique, Frederick L. Schuman [ci-contre] : « Reflections of a Pragmatist », *Nation*, 8 déc. 1969, 641-642.

12. “America's n°1 intellectual fascist” et “Brain-truster for the forces of appeasement” : *Life*, 20 janvier 1941, 26-27. “Le leader intellectuel...” : [Arthur S. Link](#) et William B. Catton, *American Epoch : A History of the United States*, vol. II : 1921-1945, 1955, 18.

[Pour citer d'autres exemples, confondant critique du libéralisme et anti-patriotisme ([Un-American](#)), cf bulletin [Propaganda Analysis n°1-IV](#), 1940 : “At present, in the opinion of one observer, Lawrence Dennis, author of *The Dynamics of War and Revolution*, often regarded as America's chief theorist of National Socialism, the world is galloping into collectivism, war or no war, but with war hastening the process. He sees Stalin as reaping most of the benefits, while imperialist nations are destroying one another. Collectivism will come to all nations anyway, says Dennis, and the deeper they get into the war the quicker it will come. If the United States wants to keep what it has of free enterprise it will stay out of the struggle ; but in any event it should remember that this collectivism is coming and everywhere will eventually be led by the elite”.

Ou encore Joseph Roucek, [Twentieth Century Political Thought](#), 1946 : “Of quite different character, a better fascist and one much more dangerous to American democracy was Lawrence Dennis, eminently intellectual product of Harvard University with practical experience in the Department of State and Wall Street. Dennis's specialty was softening the people for a ‘palace revolution’ which he pretended not to advocate but to anticipate. Two of his books, *The Coming American Fascism* and *The Dynamics of War and Revolution* present a brilliant and plausible exposition of ‘government by the elite’”.

Notons que si “Dennis avait beau penser que c'est la force qui mène le monde et qu'il est nécessaire pour les élites d'asseoir leur pouvoir sur l'État, il n'a jamais cautionné les méthodes brutales des fascistes européens et n'a jamais fait montre du moindre antisémitisme”, Justin Raimondo, « [The subversion of Lawrence Dennis](#) », *Taki's Magazine*, 2007. Voir aussi la réponse de Dennis au magazine juif américain *Emanu-El - Jewish Journal* en date du 26 oct. 1934, « Political Anti-Semitism in a Fascist America is Unthinkable, Says Advocate of Strong Ruler » : “Je ne vois pas comment un mouvement antisémite pourrait réussir dans ce pays. [...] Le racisme ne pourra jamais servir de socle à un programme politique gagnant. [...] Hitler déclare que le Juif ne peut être citoyen de l'Allemagne, et je trouve que cette position reflète un nationalisme malsain. [...] Quant à une persécution ou une violence organisée visant les Juifs de notre pays, je la tiens pour inconcevable” (cité par Horne, 64-65). Dans une lettre à Charles Parsons du 10 déc. 1949, déplorant la campagne médiatique contre les inculpés du procès de 1944, il reproche même à l'*Anti-Defamation League*, fondée par l'organisation B'nai B'rith, de l'avoir impliqué dans le procès : “Je m'efforce toujours de préciser que je n'ai rien contre les Juifs et que je ne critique que certains actes de certains Juifs comme les sionistes en Palestine, l'*Anti-Defamation League*” (cité par Horne, 146). Sur la question des juifs américains au sein du gouvernement Roosevelt, cf « [Jews and the](#)



[New Deal](#) », Leonard Dinnerstein, *American Jewish History* n°4/1983. De nos jours, comme l'observe Serge Halimi dans un [article](#) du *Monde Diplomatique* d'août 1989 : “les juifs américains n'approuvent pas tous l'inconditionnalité pro-israélienne de l'[AIPAC](#) (*American Israel Public Affairs Committee*) ou sa tendance à soutenir les thèses du Likoud sur chacun des sujets qui suscite un débat en Israël. Mais le fait demeure : l'AIPAC est perçu comme le porte-parole des juifs américains au Congrès parce qu'il est infiniment mieux organisé que n'importe quelle autre organisation de leur communauté. Et, dans la mesure même où ce qu'il est maintenant convenu d'appeler ‘le lobby’ tout court est efficace, les positions des responsables israéliens les plus intransigeants reçoivent un écho apprécié dans l'une des capitales mondiales dont les vues comptent”. Pour rappel, le lobbying a longtemps été une réalité seulement américaine touchant divers domaines (pharmacie, tabac, armement, etc), aujourd'hui il s'est banalisé au sein du Parlement européen, même si en France le modèle républicain revendiquait se distancier de toute ingérence : le dernier épisode fut la [colère de Mitterrand](#) en 1995 contre les pressions des associations mémorielles. Les stratégies d'influence des lobbys ne sont pas le ressort caché de la politique gouvernementale, chacun des deux domaines obéit à sa propre logique d'intérêt, mais n'en reste pas moins problématique la question de l'intérêt général]

13. Les détails biographiques sont tirés du portrait de Dennis dans Maxine Block, éd., *Current Biography 1941* (1941), p. 218-20, ainsi que des souvenirs de deux amis de longue date de Dennis, [H. Keith Thompson](#) [cf aussi son [entretien](#) sur Francis Parker Yockey, 1986] et James J. Martin, provenant de conversations avec cet auteur.

14. Pour les premières appréciations de Dennis sur le [New Deal](#) comme fondamentalement sans direction, voir « [The Planless Roosevelt Revolution](#) », *American Mercury* n°125, mai 1934. [L'article sans concession décoche en conclusion cette flèche du Parthe : “So far, Mr. Roosevelt has shown himself to be a master showman but not a master builder. To build, you need a plan”]

15. Lawrence Dennis, *The Dynamics of War and Revolution* (Weekly Foreign Letter, NY, 1940) [[recension](#)], ci-après cité comme Dennis, *Dynamics*. Ce livre devait être publié par les éditeurs réguliers de Dennis, Harper & Brothers, qui l'avaient déjà imprimé et commencé à relier lorsque, avec les répercussions intellectuelles nationales de la chute de la France en juin 1940, la maison a eu froid aux yeux et a reculé. Dennis a ensuite acheté le stock et a publié le livre sous l'empreinte de son bulletin. Cet auteur a vu, avec l'aimable autorisation de James J. Martin, l'un des exemplaires extrêmement rares du livre portant l'empreinte originale de Harper & Brothers sur la reliure et la jaquette.

16. Justus D. Doenecke, « [Lawrence Dennis : Revisionist of the Cold War](#) », in : [Wisconsin Magazine of History](#) n°4/1972, p. 277, note 11, citant une réponse de Dennis à Doenecke, le 27 janvier 1971, au sujet du nom de ces abonnés.

17. L'auteur a examiné, avec l'aimable autorisation de James J. Martin, le dossier de correspondance entre Dennis et Ralph Myles Publishers, d'où proviennent ces informations.

18. *Dynamics*, p. 71, faisant référence à “[The Significance of the Frontier in American History](#)” par Frederick Jackson Turner, [conférence](#) prononcée lors de la réunion annuelle de l'*American Historical Association* à Chicago en 1893.

[Sur la constitution du territoire américain, cf aussi « [Le destin californien des États-Unis](#) », R. Steuckers, 1985. Rappelons aussi la conviction des États-Unis en leur “destinée manifeste” pour justifier l'expansion du pays. Pour interroger les racines de l'idéologie de la “destinée manifeste”, qui rend également compte des grands traits de l'identité américaine (individualisme, dynamisme, idéalisme) et acquiert de ce fait la valeur d'un mythe explicatif, se reporter à : « [Origines et formes diverses du “destin manifeste” dans les Amériques](#) », Louis-Georges Harvey & Yvan Lamonde, *Les Cahiers des dix* n°67, 2013. En plus de permettre la construction de son territoire national, l'idée de “destinée manifeste” a permis aux États-Unis de fixer leur politique étrangère, et ce à plusieurs reprises. Il est possible de citer les exemples suivants : 1) Théodore Roosevelt, dans son discours prononcé au Congrès le 6 décembre 1904 baptisé le “corollaire de la doctrine Monroe” a déclaré que les États-Unis se devaient d'exercer un “pouvoir de police international”, il y a bien ici une idée de devoir, de mission ; 2) La doctrine Truman énoncée en



1947 par le Président Harry Truman s'inspire de l'idée de destinée manifeste en mettant en avant un devoir de protection des peuples européens. Généralement, le mythe de "destinée manifeste" a constitué la base des arguments en faveur d'un exceptionnalisme américain, mis en avant par plusieurs administrations successives (Clinton, Bush père, Bush fils...). En somme, l'idéologie de destinée manifeste a appuyé les ambitions impérialistes de la politique étrangère américaine]

19. *Dynamics*, p. 61. Dennis était à son meilleur ironique en décrivant l'essence de cette hypocrisie : "Maintenant, s'il y a bien quelque chose qu'un économiste orthodoxe abhorre, c'est le monopole. Les économistes passent la plupart de leur temps à essayer de prouver que le monopole est mauvais car les entreprises et les hommes d'affaires passent la plupart de leur temps à essayer d'obtenir le monopole ou à échouer dans les affaires parce qu'ils n'y parviennent pas".

20. Confronté au boom démographique de l'après-Seconde Guerre mondiale en Amérique et dans le monde, Dennis modifiera sa tonalité sinon sa thèse ; cf. Dennis, *Dynamics*, ch. 6, not. pp. 88-101, avec *Operational Thinking for Survival*, ch. 7, not. p. 47-58. Dans le premier ouvrage, il n'avait pas vraiment pris en compte les tendances démographiques du "tiers-monde" ; dans le dernier, il le fait et considère cette partie du monde comme porteuse d'un dynamisme puissant en raison de ses tendances natalistes – tandis que, par rapport à elle et relativement à ce sujet, Amérique et Occident continuent de décliner.

21. Dennis livra un exposé court et percutant de son point de vue sur les qualités "dynamiques" et "révolutionnaires" de l'axe "socialiste" germano-italien-russe dans sa contribution "The Party-State and the Elite" à une sorte de symposium "[Who Owns the Future ?](#)" (À qui appartient l'avenir ?) organisé par l'hebdomadaire classé à gauche et progressiste *The Nation* ([11 janv. 1941](#), p. 36-44) ; les autres contributeurs étaient [Frederick L. Schuman](#) et [Max Lerner](#) [ci-contre en 1949]. Ce dialogue remarquable, qui conserve son intérêt et sa pertinence restant d'actualité pour la discussion des principes des relations internationales, représentait la dernière fois qu'une opinion dissidente "fasciste" telle que celle de Dennis obtiendrait une large audience dans une importante revue intellectuelle américaine.

[Pour une évocation substantielle de ce débat : William L. O'Neill, [A Better World : Stalinism and the American Intellectuals](#), 1982, p. 28-29. Dans un recueil combinant réalisme machiavélien et humanisme radical attaché au régime démocratique, Max Lerner reprend son texte en l'introduisant ainsi : "Quelques mots d'explication seront nécessaires pour éclaircir le contexte de cette lettre. Frederick L. Schuman écrivit une lettre à Lawrence Dennis au sujet de son dernier livre, *The Dynamics of War and Revolution*, et Dennis lui adressa une lettre en retour. À la lecture de ces deux lettres, j'ai demandé aux auteurs la permission d'écrire une réponse à toutes les deux, et, avec leur consentement, j'ai arrangé la publication de l'ensemble dans *The Nation*, où il parut sous le titre "À qui appartient l'avenir ?" Pour les besoins de ce livre, il était impossible de réimprimer les autres lettres, mais leur teneur et leur argumentation sont implicites dans ma réponse. La thèse de Dennis était la suivante : le capitalisme a perdu la dynamique interne qui lui donnait autrefois sa force, et avec elle sa possibilité de survie ; le succès historique d'un socialisme organisé sous l'État à parti unique s'avère inévitable ; les efforts actuels de la part de l'Amérique pour résister à l'expansion militaire nazie sont en fin de compte voués à l'échec car une réaction d'après-guerre apportera le triomphe (nullement indésirable selon lui) des forces fascistes en Amérique. Schuman pense qu'une certaine forme de césarisme est inévitable et que ce dernier peut aussi bien être américain que tout autre. Il appelle à une action engagée américaine pour combattre le nazisme et établir les conditions d'un empire mondial américain, mais il reste sceptique quant à notre capacité à organiser efficacement la résistance en raison d'une paralysie de la volonté qu'il considère comme caractéristique de la démocratie capitaliste occidentale dans sa phase actuelle" ([Ideas for the Ice Age : Studies in a revolutionary era](#), 1941, [recension](#)). De cet auteur, surtout connu outre-atlantique pour sa défense de [l'éducation aux valeurs](#) comme garante d'une liberté politique (cf [Max Lerner : Pilgrim in the Promised Land](#), Sanford Lakoff, 1998, [recension](#)), recommandons : *Magisterial Imagination : Six Masters of the Human Science*, Routledge, 1994, où sont abordés Aristote, Machiavel, Tocqueville, John Stuart Mill, Thorstein Veblen et Oliver Wendell Holmes Jr. ; ainsi que *America as a civilization*, 1957, [entretien radiophonique](#), trad. fr. : *La civilisation américaine*, Seuil, 1961, [recension](#)]

22. [note en sus] On ne peut ignorer la transmission des [crises financières](#) à l'économie réelle. Irving Fisher est le premier à concevoir que la [déflation](#) (baisse du niveau général des prix) puisse en retour être exacerbée par l'instabilité financière. Dès 1933 il décrit le mécanisme de la déflation par la dette ([debt-deflation](#)) dans un article : « [La théorie des grandes dépressions par la dette et la déflation](#) ». La baisse des prix accroît le poids des dettes et réciproquement : à partir de l'analyse de ce [cercle vicieux](#), Fisher entendait fournir une explication à toutes les dépressions, à commencer par celle des années 1930. Une analyse qui reste d'une [brûlante actualité](#) et qui ne peut être séparée de la [politique monétaire](#).

Pour approfondir : « [Endettement, déflation et crises financières](#) » (M. Anota, 2013), « [Fisher et la déflation par la dette](#) », R. Gomez Betancourt & A. Vila (*L'Économie politique* n°66, 2015), « [Du dollar-compensé au 100% Monnaie : La réponse d'Irving Fisher à la crise de 1929](#) », A. Vila (*Revue d'histoire de la pensée économique* n°8, 2019), « [La déflation par la dette : une approche "\(pré\)-systémique" des crises](#) » (H. Cova, 2022). On rapprochera ce mécanisme du "[paradoxe de la tranquillité](#)" de [Hyman Minsky](#) (1986), mécanisme économique reposant sur le caractère endogène des crises (notamment des crises financières) et l'endettement. La crise est le fruit du fonctionnement même du système financier : plus les investisseurs sont confiants, plus ils vont adopter un comportement de financement risqué.

23. Beard employa ces mots lors de sa dernière conversation avec son collègue révisionniste Harry Elmer Barnes. Voir Barnes (dir.), [Perpetual War for Perpetual Peace : A Critical Examination of the Foreign Policy of Franklin D. Roosevelt and its Aftermath](#) (1953), p. viii.

24. [note en sus] Sur le [capitalisme sauvage](#) (1860-1900) et les "[barons voleurs](#)", lire le chap. XI de : [Une histoire populaire des États-Unis](#) (Agone, 2003, [recension](#), [extrait](#)) par Howard Zinn. Voir aussi cette [vidéo illustrative](#).

25. [note en sus] « Le seigneur féodal du fief était tout autant propriétaire que le millionnaire sous le capitalisme moderne. Il avait des droits de propriété sur les outils de production et dirigeait souvent les processus de production. Mais à la différence de l'homme de propriété sous le capitalisme moderne, il ne pouvait jamais prendre une décision concernant ses droits de propriété, dont l'un des résultats aurait conduit à un chômage généralisé et à une misère, car, en pratique, il ne pouvait pas expulser le serf de la terre ou lui refuser l'usage de la terre et d'un capital élémentaire pour la production de nourriture, de logement et de vêtements. Le capitalisme moderne est le premier système important de droits de propriété permettant aux propriétaires de prendre des décisions qui entraînent un chômage à grande échelle. La liberté tant vantée du capitalisme moderne est en grande partie une question de liberté des propriétaires vis-à-vis de la responsabilité sociale des conséquences de leurs choix économiques. Il s'agit de la liberté des propriétaires de ne pas investir leurs gains si l'incitation au profit n'est pas jugée suffisante. Dire qu'il s'agit aussi de la liberté du travailleur de s'abstenir de travailler, c'est se moquer éperdument des nécessités humaines. L'homme riche est, dans un sens pratique, libre de retenir son pécule de l'investissement. Le pauvre n'est jamais libre qu'au sens légal, confinant à l'absurde, de refuser son travail au plus offrant, aussi bas que soit l'offre, si, comme l'exigent les principes du capitalisme sain, refuser son travail revient à mourir de faim. À l'heure actuelle, l'une des règles fondamentales du capitalisme sain est violée par le paiement de l'allocation-chômage, qui empêche un homme de mourir de faim et lui permet ainsi de retenir son travail au plus offrant si l'offre n'est pas matériellement supérieure au montant pouvant être obtenu à partir de l'allocation ». (L. Dennis, *The Coming American Fascism : The Crisis of Capitalism*, Harper & Brothers, 1936, p. 22-23)

26. Arthur M. Schlesinger, *The Age of Roosevelt*, Vol. III : [The Politics of Upheaval](#) (1960), p. 74. L'auteur note à raison un certain élément "romantique" dans la pensée et l'expression de Dennis. Cela ne peut cependant pas masquer la complexion générale de Dennis en tant qu'analyste qui n'a de cesse de souligner et d'affirmer le caractère rationnel, détaché, réaliste et empirique dans la manière d'aborder les problèmes à l'étude. Il a peut-être "succombé" à des envolées romantiques à l'occasion, en outre sa stylistique n'a jamais été monotone, mais compte tenu de l'ensemble de son œuvre, il serait vain de contester l'appellation que lui a donnée l'éditeur bostonien [Porter Sargent](#) : "ce réaliste incorruptible". En revanche, l'autre figure principale du fascisme intellectuel américain, Francis Parker Yockey (1917-1960), auteur de [Imperium : The Philosophy of History and Politics](#) (1948 en [2 vol.](#)), était un mystique des

plus romantique qui avait tendance à ne pas argumenter un cas, comme le faisait Dennis, mais à l'énoncer et à se passer de justification. Les deux hommes – ils ne se sont apparemment jamais rencontrés – étaient très intelligents et instruits, ont écrit des œuvres d'une érudition indéniablement vaste et ont été grandement influencés par [Spengler](#). Mais leurs approches des mêmes problèmes d'histoire et de société étaient nettement différentes à bien des égards. Yockey était certainement le plus "typiquement fasciste". Une analyse comparative de leurs approches constituerait une fructueuse étude.

[L'[influence de Spengler](#) ne va pas sans interroger celle de l'historien anglais [Arnold Toynbee](#) sur Dennis, celui dont l'œuvre "a contribué à la formation de la conscience que la civilisation occidentale a prise d'elle-même" (Aron), même si les deux historiens, réunis par une même préoccupation pour le destin des civilisations, diffèrent par leur méthodologie et analyse. Sur les rapports entre Spengler et Toynbee, cf. « [De Spengler à Toynbee : Deux philosophies opportunistes de l'histoire](#) », Lucien Febvre, RMM n° 4/1936 ; « Herr Spengler and Mr. Toynbee », Humfrey Michell, in : [Toynbee And History : Critical Essays And Reviews](#), 1956 ; « [Two Prophets of the Twentieth Century : Spengler and Toynbee](#) », James Joll, *Review of International Studies* n° 2/1985. Rappelons que pour Toynbee, les dérives de la démocratie (instabilité, efficacité limitée, etc) entraînent, pour la société industrielle, la limitation de son pouvoir d'auto-détermination. Cette limitation implique un arrêt de l'élan vital. Cette perte d'harmonie, conséquence de la démocratie est, pour Toynbee, la cause fondamentale du déclin d'une civilisation. À terme, sans lien avec la société, l'individu au sein d'une société démocratique ne sera plus capable de décider et d'agir : "La perte de la décision personnelle est le critère ultime de l'effondrement". Ce qui explique cette assertion dans l'introduction de *Dynamics...* : "Modern industrialism and democracy have developed conditions which only new forms of social organization can correct. To contradict successfully the foregoing statement it is necessary to show either that unemployment is a tolerable condition or that democracy can correct it. My critics are reminded that the burden of such proof lies on them and not on the challenger of democracy and capitalism"]

27. [note en sus] La lettre est datée de mai 1933 dans [The Official German Report](#) (p. 175) et du 15 avril 1933 par Robert Nedelkoff dans son [article](#). Elle est adressée à Mildred Blackman, une femme éprise de mondanités dont Dennis s'était entiché au point de vouloir se fiancer avec elle, malgré le fait que sa condition financière fût alors au plus bas de toute son existence. Elle le rejeta d'ailleurs vite pour cette raison. Elle fut interrogée au printemps 1943 par les agents du FBI pour alimenter éventuellement l'instruction judiciaire. Horne nous en brosse un rapide portrait (p. 60-61). Pour elle, l'irritation de Dennis contre le New Deal était dû à une attente frustrée d'un poste de cabinet dans la première administration Roosevelt débutant en mars 1933. La lettre traduit surtout son état d'esprit du moment, elle commence d'ailleurs ainsi : "It was good to get your sweet letter of Tuesday. I am depressed to find you are also depressed. But I fully understand". Mais indirectement cet épisode anecdotique témoigne d'une phase de transition chez Dennis, déchiré entre une carrière honorifique et une vie monacale de refus. Son attachement pour une femme sans doute très belle mais de nature vénale et ambivalente, pour qui la noblesse de cœur ne peut être qu'excuse à la pauvreté, renvoie à la propre ambivalence de Dennis à ce moment-là. Il conclut ainsi sa lettre : "I am too intelligent or intellectual to believe that it is anyone's fault. This mechanistic philosophy saves me from a sense of inferiority, guilt, or personal failure. I realize there are techniques for different types of contests and that I am not a master of the techniques needed for successful trading. I do not feel inferior or defeated because of this defect. The only consolation and perhaps my deepest worry is that I can love and that I have you to love. How cruel it is to suffer unfulfilled love". L'égarement passionnel renvoie à un égarement plus large, autant existentiel que professionnel. Comme le rappelle [James Hillman](#) à propos des amours impossibles comme inhérentes à la condition humaine : "Nous sommes trahis au cœur même de la relation intime qui rend la confiance originelle possible. Nous ne pouvons être trahis que là où nous plaçons notre plus haute confiance. (...) La trahison de soi par soi est peut-être ce qui nous cause le plus de soucis. Elle est souvent la conséquence de la trahison par l'autre. (...) Nous avons dévoilé le pacte qui nous lie à notre nature profonde. C'est précisément dans cet acte que nous avons été trahis. C'est pourquoi nous refusons d'être ce que nous sommes, nous commençons à nous abuser nous-mêmes au moyen d'excuses et d'échappatoires et l'auto-trahison finit par correspondre à la définition jungienne de la névrose : *igentlich leiden*, une souffrance

inauthentique. On ne vit plus sa propre forme de souffrance, mais par mauvaise foi et manque de courage, on se ment à soi-même, on se trahit soi-même”. En 1933 il épouse finalement la danseuse de ballet [Eleanor Simson](#) (1909-1984), avec qui il aura trois enfants : un garçon mort en bas âge (1935-1935) et deux filles, [Emily](#) (1934) et Laura (1936-2015).

28. Voir Doenecke, « [Lawrence Dennis : Revisionist of the Cold War](#) », *Wisconsin Magazine of History* n° 4/1972, ainsi que deux autres articles du même auteur : « Lawrence Dennis : The Continuity of Isolationism », *Libertarian Analysis*, I, 1, 1970, p. 38-65, et « [The Isolationist as Collectivist : Lawrence Dennis and the Coming of World War II](#) », *Journal of Libertarian Studies* n° 3/1979. Mentionnons aussi une réflexion critique sur Dennis dans son étude *Not to the Swift : The Old Isolationists in the Cold War Era* (1979) [[recension](#)] [Doenecke a aussi rédigé l'[entrée Dennis](#) dans *World Fascism : A Historical Encyclopedia*, 2006]. Que Dennis ait été une figure d'intérêt dans les cercles intellectuels libertaires est notable, étant donné qu'il n'était pas pour le moins libertaire. Un tel intérêt semble découler principalement de l'ampleur de son anti-interventionnisme en matière d'affaires étrangères ; entre aussi en jeu probablement quelque affinité avec son iconoclasme fondamental.

[Pour un traitement isolationniste libertaire plus récent de Dennis, voir J. Raimondo, « [Tale of a “Seditionist” : The Story of Lawrence Dennis](#) », *Chronicles*, XXIV, 2000, p. 19-22]

[Ajoutons aussi, plus proche du [national-anarchisme](#) : « [Philosophical Anarchism and the Death of Empire](#) », Keith Preston, 2003, [trad. partielle](#)]

29. *Ibid.*, p. 283. Le livre de Radosh apporte une contribution décisive à l'explication et à la compréhension des premiers points de vue anti-“consensus” de la guerre froide et mérite amplement son statut de petit classique. Mais il y prédomine sourdement un leitmotiv “cinq personnages en quête d'une thèse” – immédiatement perceptible dans le titre et le sous-titre eux-mêmes : les prophètes étaient de “droite” et étaient des critiques “conservateurs”. Ces désignations pourraient s'appliquer sans aucun doute à Robert A. Taft et [John T. Flynn](#) – mais à Charles A. Beard, Oswald Garrison Villard et Lawrence Dennis ? Les trois derniers auraient probablement un petit rire à ce sujet, et le dernier aurait pu en plus menacer de porter plainte pour diffamation.

30. Voir William Appleman Williams, « [The Frontier Thesis and American Foreign Policy](#) », dans *History as a Way of Learning* (New Viewpoints, 1974), pp. 137-57.

31. Justus D. Doenecke, *The Literature of Isolationism : A Guide to Non-Interventionist Scholarship, 1930-1972* (Ralph Myles, Colorado Springs, 1972), p. 40. [L'auteur a complété cette monographie par un article, « [The Literature of Isolationism, 1972-1983 : A Bibliographical Guide](#) », *Journal of Libertarian Studies* n° 1/1983] [Cf aussi « [American Anti-Interventionist Tradition : A Bibliographical Essay](#) », in : *Literature of Liberty* n° 2/1981 : “Corporatist elitist Lawrence Dennis continues to fascinate students, though here again we need a full biography”]

32. [note en sus] Parmi les approches critiques possibles de l'économie politique chez Dennis, s'avère nécessaire la prise en compte de la dimension historique du capitalisme. Pour une première approche (par ordre de difficulté) : *Histoire du capitalisme : 1500-2010*, [Michel Beaud](#), 2010 ; *Histoire du capitalisme*, Jürgen Kocka, 2017 [[recension 1](#) / [recensio 2](#)] ; *La Grande Transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Karl Polanyi, 1944 ([présentation](#) / [résumé](#)). Toutefois la difficulté consiste à penser conjointement système économique, système politique, système monétaire. Se pose toujours par ex. la question *politique* de la régulation financière ou encore celle de l'idéologie dominante néo-libérale comme processeur de la mutation du capitalisme. Trois auteurs pourront présenter utilité si l'on privilégie une approche comparatiste : Pollock, Schumpeter et Wallerstein.

1) [Friedrich Pollock](#) élabore dans les années 30 la notion de capitalisme d'État : le capitalisme de l'entre-deux-guerres se caractérise comme une nouvelle forme sociale complètement administrée et unidimensionnelle. Au sein de celle-ci, la prise en charge de l'économie par l'État vient neutraliser la contradiction structurelle intrinsèque au capitalisme. Cf son article « [State Capitalism : Its Possibilities and Limitations](#) » (1941). Par-delà son influence sur l'[École de Francfort](#), Pollock reste encore pertinent

pour aborder les mutations du capitalisme postlibéral avec la financiarisation de l'économie et le téléguidage des États, cf [compte-rendu](#) par Clément Homs. Voir aussi « [Capitalisme d'État et dialectique de la raison](#) », Manfred Gangl, 2017.

2) [Joseph Schumpeter](#), en regard de son approche originale, est souvent qualifié d'économiste "hétérodoxe". Il partage avec [Fernand Braudel](#), nonobstant leur [différence d'approche](#), l'idée d'une importance de la "longue période" dans l'étude du capitalisme (cf « [Braudel, Schumpeter et l'histoire du capitalisme](#) », F. Dannequin, 2006). Dans son livre *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (1942) [traduction partielle], il défend l'idée que le capitalisme est soumis à un processus d'évolution innervé par l'innovation. La "destruction créatrice" est au cœur de la dynamique du capitalisme. Ce processus de mouvement permanent de destructions et de créations d'activité se déploie à long terme et transforme de l'intérieur la structure économique. Ce n'est pas la destruction qui porte la création, mais l'innovation qui engendre les deux, dans la dynamique globale du capitalisme. Celle-ci se matérialise sous forme de cycles. Toutefois il juge inéluctable la [décomposition du système capitaliste](#) et, inversement, considère l'émergence du socialisme comme inévitable : le gigantisme industriel engendre la bureaucratisation des tâches de direction, exproprie la bourgeoisie en vidant de sa substance la notion de propriété ("le progrès économique tend à se dépersonnaliser et à s'automatiser. Le travail des bureaux et des commissions tend à se substituer à l'action individuelle").

Dans une lettre du 30 août 1944, le philosophe [John Dewey](#) avait déjà fait ce rapprochement : "My son sent me a copy of a small pamphlet on *Is Capitalism Doomed ?* Even more extraordinary than the affirmative answer, stated in a less doctrinaire and more intelligent way than usual statements to that effect, is the fact that it is written by the research man [Lawrence Dennis] of an industrial organization. And although it purports not to represent the views of the writer but to summarize an amalgam of [Hansen](#) and Schumpeter, it is even more astonishing to me that the comments forming the second part of the pamphlet and written by business men are comparatively mild and admit practically that the future of capitalism is tied to great modifications of the 'private enterprise' system" (cité par C. de Souza, [thèse](#), 2018).

3) [Immanuel Wallerstein](#), ce sociologue de l'économie consacre son œuvre à l'étude du capitalisme comme entité globale et historique, constituant le [système-monde](#) moderne. En retraçant les étapes du capitalisme au cours des cinq derniers siècles, il met en évidence ses composantes qui ont constamment évolué comme celles qui sont restées invariantes. Et en mettant l'accent sur l'émergence et le développement d'un marché mondial unifié, avec la division internationale du travail qui l'a accompagné, il montre comment le capitalisme a provoqué l'appauvrissement des pays du tiers monde. Et pourquoi les problèmes économiques et sociaux de ces pays perdureront tant qu'ils resteront intégrés au capitalisme mondial. De lui : [The World System : Five Hundred Years or Five Thousand ?](#), 1993 et en français : *Le capitalisme historique* (1983), *Une nouvelle phase du capitalisme ?*, Syllepse, 2001.

On prendra aussi acte de la [sociologie économique de Thorstein Veblen](#) dont l'influence reste cruciale (on se reportera à la biographie de Joseph Dorfman qui reste la meilleure introduction : *Thorstein Veblen and his America*, 1934 [consultable] [recension]). Cf aussi « [Thorstein Veblen's Views on American "Exceptionalism" : An Interpretation](#) », Rick Tilman, *Journal of Economic Issues* n° 1/2005 ; « [Veblen's Institutional Elaboration of Rent Theory](#) », Michael Hudson, 2012 [traduction].

Pour contextualiser le capitalisme américain, de J. Dorfman : [The Economic Mind in American Civilization](#) [L'esprit économique de la civilisation américaine] (1946-59, not. vol. 3 à vol. 5), et du marxien Lewis Corey : [The Decline of American Capitalism](#) (1934) and [The Crisis of the Middle Class](#) (1935). Enfin, pour soumettre à examen la "thèse de la frontière" (frontière au sens américain d'aire maximale de prospérité), on se reportera à : *Géographie et capital : vers un matérialisme historico-géographique*, [David Harvey](#), Syllepse, 2010.





## ◇ Suppléments documentaires :

- Articles de L. Dennis (par ordre chronologique)

- « [Revolution, Recognition and Intervention](#) » (*Foreign Affairs* n° 2/1931)
- « [Nicaragua : In Again, out Again](#) » (*Foreign Affairs* n° 3/1931)
- « [Usury and the Canonists](#) » (*Economic Journal* n° 166, 1932)
- « [Work or Profits ?](#) » (*New Republic* n° 945, 1933) [recension]
- « [A Communistic Strachey](#) » (*Nation* n° 3531, 1933) [recension]
- « [Can the Banks be made safe ?](#) » (*Nation* n° 3532, 1933)
- « [Money : Master or Means ?](#) » (*Nation* n° 3533, 1933)
- « [Is Capitalism doomed ?](#) » (*Saturday Review* n° 45-IX, 1933) [recension]
- « [Unscrambling a Receivership](#) » (*New Republic* n° 968, 1933) [recension]
- « [The Squirrel Cage of Debt](#) » (*Saturday Review* n° 49-IX, 1933) [recension] [[version html](#)]
- « [A Dated Liberal](#) » (*The Nation* n° 3557, 1933) [recension]
- « [HG Wells's Internationalism](#) » (*Saturday Review* n° 8-X/1933) [recension]
- « [Beverly Nichols's Pacific Manifesto](#) » (*Saturday Review* n° 11-X, 1933) [recension]
- « [The Planless Roosevelt Revolution](#) » (*American Mercury* n° 125, 1934)
- « [The Case Against Liberalism](#) » (*Commonweal* n° 49-IX, 1934) [recension]
- « [Money](#) » (*Commonweal* n° 5-XXI, 1934) [recension]
- « [Fascism for America](#) » (*Annals of the American Academy of Political & Social Science*, 1935)
- « [Portrait of American Fascism](#) » (*American Mercury* n° 144, 1935) [[version html](#)]
- « [What is Mussolini ?](#) » (*American Mercury* n° 147, 1936) [recension]
- « [The highly moral causes of war](#) » (*American Mercury* n° 151, 1936)
- « [Making the world safe for Communism](#) » (*American Mercury* n° 153, 1936) [recension]
- « [Soviet Russia goes on sale](#) » (*American Mercury* n° 156, 1936)
- « [Russia's private war in Spain](#) » (*American Mercury* n° 158, 1937)
- « [Liberalism commits suicide](#) » (*American Mercury* n° 166, 1937)
- « [England liquidates Liberalism](#) » (*American Mercury* n° 172, 1938)
- « [Propaganda for war : Model 1938](#) » (*American Mercury* n° 173, 1938)
- « [The real communist menace](#) » (*American Mercury* n° 174, 1938)
- « [How to rig a bull market](#) » (*American Mercury* n° 177, 1938)
- « [What price good neighbor ?](#) » (*American Mercury* n° 178, 1938)
- « [The class war comes to America](#) » (*American Mercury* n° 180, 1938)

- « [After the peace of Munich](#) » (*American Mercury* n°181, 1939)
- « [Our Nation of wishful thinkers](#) » (*American Mercury* n°182, 1939)
- « [The Party-State and the Elite](#) » (*Nation* n°2/1941)
- « Reply » (droit de réponse à [Paul Mattick](#)) (*Living Marxism* n°3/1941)

• **Autres**

- « [A shamefaced apologist for fascism](#) » (J. Hansen, *Fourth International* n°10/1943)
- « [Populist Influences on American Fascism](#) » (V. Ferkiss, *The Western Political Quarterly* n°2/1957)
- « [The Frontier Thesis and the Great Depression](#) » (S. Kesselman, *Journal of the History of Ideas* n°2/ 1968)
- « [Some reflections on the Coming of an American Fascism](#) » (C. J. Karier, in : *Educational Theory* n°3/1987)
- « [The Strange Career of Lawrence Dennis : Race and Far-Right Politics in the Great Depression](#) » (S. Leikin, 1995)
- « [Lawrence Dennis : The Populist Intellectual](#) » (C. Willis, *Populism versus Plutocracy : The Universal Struggle*, 1996)
- « [American Culture in the 1930s](#) » (David Eldridge, Edinburgh Univ. Press, 2008)
- « [The Enigma of American Fascism in the 1930s](#) » (Michael Kleen, AltRight, 2011)
- « [Lawrence Dennis and James Burnham](#) » (Panther Red, 2017)

\*

◇ Émissions radio NBC [America's Town Meeting of the Air](#) :

12 déc. 1935 : Personal Liberty & The Modern State avec Howard Lee McBain, Lena Madison Phillips, Roger Baldwin, Henry Pratt Fairchild, Lawrence Dennis [[lien mp3](#)]

11 nov. 1936 : Opinion & The Town Meeting Idea avec Dorothy Thompson, Lawrence Dennis, Scott Nearing [[lien mp3](#)]